

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Réponses aux demandes de RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS

*Programme 7 — Promotion et développement de la Capitale-Nationale
Élément 2 — Commission de la capitale nationale du Québec*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Table des matières

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	1
---	----------

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

– de l’opposition officielle	2
– du deuxième groupe d’opposition	3
– du troisième groupe d’opposition	4

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– de l’opposition officielle	5
– du deuxième groupe d’opposition	6
– du troisième groupe d’opposition	7

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Liste des questions

1	Voyages hors Québec
2	Voyages en avion – Conseil des ministres, cabinets et dirigeants
3	Publicité, articles promotionnels et commandites
4	Conférences de presse, événements
5	Formation en communication
6	Contrats
7	Appels d’offres publics
8	Consultants externes
9	Développements informatiques
10	Hébergement de données
11	Dépenses diverses
12	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
13a	Minorités visibles 35 ans et +
13b	Minorités visibles moins de 35 ans
13c	Jours de maladie
13d	Réserve de maladie
13e	Heures supplémentaires

13f	Jours de vacances
13g	Réserve de jours de vacances
13h	Personnel double rémunération
13i	Effectifs par catégorie d’emploi et par territoires
13j	Effectifs complexité
13k	Effectifs traitement supérieur
13l	Effectifs 5 prochains exercices
13m	Nombre d’employés permanents et temporaires
13n	Départs volontaires
13o	Postes abolis par ministère
13p	Effectif autorisé Loi 15
13q	Postes vacants
14a	Départs à la retraite
14b	Remplacement selon PGRH
14c	Retraité à contrat
15	Baux
16	Actifs immobiliers excédentaires

17	Aménagement
18	Membres du cabinet
19	Budget discrétionnaire
20	Personnel hors structure
21	Personnel en disponibilité
22	Personnel mis à pied
23	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
24	Abonnements
25	Billets de saison, loges, club privé
26	Sites Internet
27	Visites ministérielles et sous-ministérielles
28	Adjointes parlementaires
29	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
30	Crédits périmés et reportés
31	Revenus autonomes et tarification
32	Plan de réduction
33	Transferts du gouvernement fédéral
34	Primes au rendement et bonis – SCT
35	Primes au rendement et bonis – cabinet
36	Primes de départ, allocation de transition
37	Augmentations de salaire
38	Reconduction des programmes existants
39	Initiatives ou majorations des programmes existants

40	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques
41	Taux d'absentéisme
42	Cotisation à des associations
43	Sondages
44	Dépenses publicitaires – médias communautaires et Internet
45	Compensation émissions de gaz à effet de serre
46	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
47	Plan d'action – personnes handicapées 2021-2024
48	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020
49	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022
50	Rapport CSDEPJ
51	Mesure de télétravail/travail à distance
52	Remboursement matériel télétravail
53	Soutien employés – santé mentale
54	Contrats McKinsey
55	Contrats firmes consultation
56	Rémunération des stages
57	Contrats conclus de gré à gré – proportion et nombre
58	Contrats firmes-conseils
59	Dépenses supplémentaires COVID-19
60	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
61	Amendes perçues 5 dernières années
62	Contrats sous-traitance

63	Services tarifés
64	Actifs possédés – Meubles et immeubles
65	Coûts de système
66	Autorisation – art. 17, Loi sur les contrats
67	Demandes d'accès à l'information
68	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
69	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Aucun voyage hors Québec en 2022-2023.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

2. VOYAGES EN AVION – CONSEIL DES MINISTRES, CABINETS ET DIRIGEANTS

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

Publicités & promotion - divers produits, activités ou sites Gré à gré

Unik Média

Description : Ajout promo 5 \$ sur le message 30 sec. de l’Observatoire pour diffusion pendant Festival d’été de Québec.

Coût : 390 \$

Antidote Médias

Description : Achat d’une super bannière sur Quoi faire à Québec pour promotion 5 \$ lors de la réouverture de l’Observatoire.

Coût : 250 \$

Événements attractions Québec

Description : Campagne promotionnelle et rédactionnelle sur ce site touristique pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 3 575 \$

Le Soleil

Description : Campagne promotionnelle – annonce imprimée, mobile et tablette - pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 1 155 \$

Antidote Médias

Description : Achat d’une super bannière sur Quoi faire à Québec pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 350 \$

Facebook

Description : Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche, l’interprétation du site archéologique Cartier-Roberval et pour le programme Découvrir la capitale.

Coût : 1 613 \$

LinkedIn

Description : Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche et pour le programme Découvrir la capitale.

Coût : 550 \$

SPHQ (Société des professeurs d’histoire du Québec)

Description : Insertion de dépliants du programme Découvrir la capitale dans la trousse des participants lors du congrès de cette association.

Coût : 250 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

AQEUS (Association québécoise des enseignants en univers social)

Description : Insertion de dépliants du programme Découvrir la capitale dans la trousse des participants lors du congrès de cette association.

Coût : 200 \$

AQEP (Association québécoise des enseignants du primaire)

Description : Publicités dans l’infolettre précongrès de cette association.

Coût : 300 \$

Groupe ETR

Description : Impression de dépliants du programme Découvrir la capitale pour envois ciblés aux écoles et diverses insertions.

Coût : 349 \$

Graphica

Description : Impression de dépliants du programme Découvrir la capitale pour envois ciblés aux écoles et diverses insertions.

Coût : 517 \$

Abonnements numériques **Gré à gré**

Active Campaign

Description : Renouvellement de l’abonnement annuel pour le logiciel d’envoi des infolettres.

Coût : 1774 \$

FlickR

Description : Renouvellement de l’abonnement annuel à ce site Web qui sert au partage de photos.

Coût : 73 \$

Go Daddy

Description : Renouvellement de noms de domaine et hébergement de sites de la Commission.

Coût : 220 \$

JP Bessette

Description : Hébergement annuel de la page Web et du panneau d’accueil du domaine Cataraqi.

Coût : 230 \$

Google Cloud API

Description : Intégration de Google Maps et visites virtuelles sur sites Web de la Commission.

Coût : 172 \$

Relations publiques / outil de veille **Gré à gré**

Cision

Description : Pour diffusion d’un communiqué de presse pour la réouverture et la relâche à l’Observatoire.

Coût : 170 \$

Alerti

Description : Abonnement annuel à l’outil de veille sur les médias sociaux et le Web.

Coût : 877 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Contrats divers ou mandats

Gré à gré

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 793 \$

Littera (Cendrine Audet)

Description : Pour révision linguistique de divers documents de la Commission.

Coût : 1814 \$

LG2

Description : Pour modification couleurs et développement forme étendard du pavoisement de la Commission.

Coût : 1 945 \$

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Pour session photos printanières, conférence de presse du site archéologique Cartier-Roberval et session photos hivernales.

Coût : 1 685 \$

Sematos

Description : Pour adaptation anglaise de divers documents de la Commission.

Coût : 809 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphe 24**).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de la Commission.

4. CONFÉRENCES DE PRESSE, ÉVÉNEMENTS

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement

Événements de presse 2022-2023

- Événement 1 : Inauguration du site archéologique Cartier-Roberval - 20 juin 2022
- Événement 2 : Conférence de presse - Mise à jour des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain.

Liste des dépenses :

- Logistique et sonorisation : 3 885 \$ (pour les deux événements)
 - o Fournisseur : National
- Navette pour les médias (événement 2) : 675 \$
 - o Fournisseur : Unitours
- Photographe (événement 2) : 600 \$
 - o Fournisseur : André-Olivier Lyra, photographe
- Diffusion de communiqués de presse : 424,50 \$ (pour les deux événements)
 - o CNW Telbec

Total des dépenses : 5 584,50 \$

Prévisions pour 2023-2024

Événement majeur : Inauguration de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain (été 2023)

5. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Six formations en communication générant des dépenses ont été suivies en 2022-2023.

Montant	Organisateur	Description de l'activité	But
239,25 \$	Grenier aux nouvelles	Personas en marketing B2B	Développement de nouvelles compétences
0 \$	OQLF	Rédaction épïcène	Efficiencie
299 \$	Grenier aux nouvelles	La créativité média au service de la stratégie	Efficiencie
299 \$	Grenier aux nouvelles	Perfectionnement en relations de presse pour faire rayonner ses projets dans les médias	Perfectionnement
100 \$	La rédaction Web SEO	Slasheuse	Développement de nouvelles compétences

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

6. CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec.

<https://www.seao.ca/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de la Commission. <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

6. CONTRATS

CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Pépinière Lemay inc.	Fourniture et livraison de vivaces pour l'été 2023 dans les parcs	8 602,24 \$
La Jardinerie Fortier inc.	Fourniture et livraison des plantes annuelles pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Catarqui et le parc des Moulins	24 971,25 \$
Émile Larochelle inc.	Achat d'un véhicule utilitaire électrique	23 512,00 \$
Alphaplantes	Achat de mobilier urbain pour le parc de l'Amérique-Française	12 482,00 \$
Solotech inc.	Acquisition et installation de bornes interactives	24 886,00 \$
Mathieu Plante, designer graphique	Service de graphisme	16 000,00 \$
Littera (Cendrine Audet)	Révision linguistique	9 125,00 \$
Les Productions Cina inc.	Production de contenu vidéo - Vitrine stratégique - place des Canotiers	6 375,00 \$
La Firme	Déploiement d'un concept - PSDC	47 854,00 \$
C.P.S. Sérigraphie	Impression, récupération, installation et démontage des oriflammes de la promenade Samuel-De Champlain, du domaine Catarqui et du parc du Bois-de-Coulonge	35 062,60 \$
CamTrac Bernières	Entretien des véhicules utilitaires	30 360,00 \$

6. CONTRATS

CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
ABCP Architecture	Services professionnels en architecture / Imperméabilisation des fondations de l'écurie au parc du Bois-de-Coulonge	37 415,00 \$
Aiglon Indigo	Fourniture et livraison de vivaces et d'arbustes pour la promenade Samuel-De Champlain et la place des Canotiers	9 870,70 \$
André Charbonneau, Ph. D.	Expert -conseil pour le projet parc du Cavalier-du-Moulin	5 400,00 \$
Arthur Roussel inc.	Installation d'un câble électrique souterrain au parc des Moulins	11 975,00 \$
Arthur Roussel inc.	Installation d'un câble électrique souterrain au parc des Moulins	11 975,00 \$
Atelier D. Architecture et design Laflamme	Services professionnels en architecture – Étanchéisation des fondations de la maison du gardien au domaine Catarauqui	20 200,00 \$
Auger & Dubord, arpenteurs-géomètres inc.	Relevé d'arpentage du muret d'enceinte au parc des Moulins	3 600,00 \$
Axys consultants inc.	Services professionnels en ingénierie – Reconstruction de la dalle structurale de l'écurie au parc du Bois-de-Coulonge	15 867,75 \$
Axys consultants inc.	Services professionnels en ingénierie – Amélioration du drainage de la cour intérieure et imperméabilisation d'une portion du mur de fondations au domaine Catarauqui	8 300,00 \$
Bell Canada	Connexions internet et lignes téléphoniques - Place des Canotiers et site archéologique Cartier-Roberval	8 852,40 \$
BGLA inc.	Services professionnels en architecture / Réalisation d'un carnet santé pour le bâtiment de la loge du gardien au parc du Bois-de-Coulonge	20 211,75 \$
Cabinet de relations publiques National inc.	Sonorisation et logistique pour une activité de presse	3 640,00 \$
Canac-Marquis Grenier	Achat de quincaillerie et de fourniture de jardinage	3 136,00 \$
CBTEC inc.	Services professionnels en ingénierie électrique / Réfection du système électrique du moulin au parc des Moulins	7 600,00 \$
Centre agricole Bienvenue (Rougemont) inc.	Achat de pesticide, de vêtements et d'accessoires de jardinage	2 973,40 \$

6. CONTRATS

Centre agricole Bienvenue (Rougemont) inc.	Fourniture et livraison de pesticide pour la saison 2023	1 077,40 \$
Centre AutoMédic Sillery	Entretien des véhicules routiers de la Commission	4 200,00 \$
Claris	Renouvellement des licences d'utilisateurs FileMaker	1 300,00 \$
Coaching RH	Services professionnels pour le coaching d'une gestionnaire	2 625,00 \$
Compugen inc.	Renouvellement licences Adobe Creative Cloud et Adobe Acrobat Pro	7 945,84 \$
Construction BSL inc.	Réalisation des puits d'observation à la maison du gardien au domaine Cataraqi	4 834,72 \$
Construction Couture & Tanguay inc.	Étalement d'une poutre dans le local 004 au bâtiment de l'écurie du parc du Bois-de-Coulonge	1 912,39 \$
Construction TransParent	Travaux d'aménagement de la vitrine à la place des Canotiers	16 000,00 \$
Couper Croiser	Achat d'un tapis antidérapant pour la place des Canotiers	2 795,00 \$
CPU Service d'ordinateur inc.	Services professionnels / Entente de support informatique 2022-2023	4 200,00 \$
De Vroomenbulb Canada inc.	Achat de bulbes pour la saison 2022	4 041,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Acquisition et livraison de drapeaux du Québec et de la République Dominicaine pour les parcs et espaces verts de la Commission	7 648,00 \$
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Achat et livraison de bannières pour les parcs de la Commission	2 539,87 \$
Drolet Douville & Associés	Évaluation organisationnelle de la Commission	30 000,00 \$
Drolet Douville & Associés	Animation de groupes de discussion	5 050,00 \$
Dubois Agrinovation inc.	Achat de fourniture et d'équipement pour le potager au domaine Cataraqi	1 016,50 \$
Écogénie inc.	Services professionnels en ingénierie / Projet de reconstruction du pont # 1 au parc des Moulins	10 500,00 \$

6. CONTRATS

Écogénie inc.	Consultation pour le remplacement des végétaux de la promenade Samuel-De Champlain	1 800,00 \$
Écoverdure (Vaporisation Québec inc.)	Réfection des pelouses au domaine Cataraqi	5 627,40 \$
EnGlobe Corp.	Contrôle qualitatif des matériaux – Restauration du mur de remblai au domaine Cataraqi – Phase 2	6 783,80 \$
Équipement Benoit Bilodeau	Entretien et réparation du tracteur Massey Fergusson du parc du Bois-de-Coulonge	1 231,33 \$
Équipements motorisés St-Nicolas inc.	Achat d'outils électriques pour le parc du Bois-de-Coulonge, le domaine Cataraqi et le parc des Moulins	9 288,89 \$
Espace Déco Design inc.	Rideau vitrine promotionnelle à la place des Canotiers	1 085,00 \$
Folia Design inc.	Entretien des plantes d'intérieures au domaine Cataraqi et au parc du Bois-de-Coulonge	17 121,00 \$
GAM Rénovation Construction inc.	Ouvertures exploratoires dans des murs de la salle de l'atelier du peintre au domaine Cataraqi	4 920,19 \$
Génécor Experts-Conseils inc.	Services professionnels en ingénierie - Remise aux normes du local de mélange des pesticides dans le poulailler du parc du Bois-de-Coulonge	10 700,00 \$
GeniArp inc.	Relevés topographiques au parc de la Francophonie	3 000,00 \$
Géolocation SPRCP inc.	Opération cadastrale lot 2 074870 pour l'acquisition d'une partie de terrains du Canadien Nationale - promenade Samuel-De Champlain	5 375,00 \$
Géolocation SPRCP inc.	Opération cadastrale lot 2 074870 pour l'acquisition d'une partie de terrain du Canadien National – Promenade Samuel-De Champlain, phase 3	2 687,50 \$
Géophysique G.P.R. international inc.	Services professionnels / Relevé géoradar au parc du Cavalier-du-Moulin	7 800,00 \$
Gérard Bourbeau et Fils	Achat de fourniture de jardinage	3 502,86 \$
Groupe ABS inc.	Services professionnels en ingénierie des matériaux / Contrat à exécution sur demande – Contrôle des matériaux	45 000,00 \$
Groupe de recherche et d'études sur le Québec ancien	Surveillance archéologique des travaux au parc Cartier-Roberval	4 672,00 \$
Groupe ETR	Fabrication et installation de filets sur les clôtures du CN du site archéologique Cartier-Roberval et sur les clôtures du chantier de l'escalier Saint-Denis au parc du Bois-de-Coulonge	8 335,00 \$

6. CONTRATS

Guy-A. Simard	Services professionnels en architecture / Mise en lumière du Bastion des Ursulines	14 400,00 \$
Harton & Proteau	Réparation à la suite des infiltrations d’eau à l’entrée du stationnement de la place des Canotiers	4 875,00 \$
Hypertec Systèmes inc.	Achat d'ordinateurs portables et de moniteurs	17 482,80 \$
Hypertech Système inc.	Achat de 10 casques d'écoute et 10 stations d'accueil	3 750,00 \$
Informatique Pro-Contact inc.	Acquisition d'une antenne Wifi	1 437,00 \$
IT2GO Solutions	Acquisition de routeurs et d'antennes Wifi	2 270,81 \$
La chaîne graphique (9353-6605 Québec inc.)	Graphisme du panneau signalétique pour l'escalier du parc du Bois-de-Coulonge	1 300,00 \$
La Horde patrimoine appliqué inc.	Services professionnels en archéologie / Réfection des fortifications au parc du Cavalier-du-Moulin	24 500,00 \$
Laboratoire d'expertises de Québec inc.	Services professionnels de laboratoire pour l'aménagement du champ de parade aux Nouvelles-Casernes	1 940,00 \$
Lamontagne consultants	Traitement par injection en prévention de la maladie Hollandaise de l'orme	14 900,00 \$
Laurent Labbé & Fils inc.	Consolidation des solives et entrants du plafond du bâtiment de l'atelier du peintre au domaine Catarauqui	4 975,00 \$
Les Consultants Gen+ inc.	Services professionnels d'ingénierie en structure – Expertise de la toiture du bâtiment de l'atelier du peintre au domaine Catarauqui	10 000,00 \$
Les Consultants Gen+ inc.	Consolidation des solives et des entrants du plafond du bâtiment de l'atelier du peintre au domaine Catarauqui	2 860,00 \$
Les Entreprises Gariépy inc.	Correction du drainage du sentier du site archéologique Cartier-Roberval	22 595,25 \$
Les Entreprises Gariépy inc.	Réfection des sentiers au boisé de Marly	20 950,00 \$
Les Excavations Lafontaine inc.	Achat de blocs de béton	3 742,25 \$
Les Installations électriques Monsieur Watt inc.	Réalisation des essais d'éclairage pour la mise à niveau des luminaires des fortifications, tronçon Bastion des Ursulines	1 018,40 \$

6. CONTRATS

Les Jardins Michel Corbeil inc.	Achat et livraison de vivaces 2023	7 730,00 \$
LG2 Québec	Services professionnels / Développement d'un concept pour les étendards et ajustement des couleurs des oriflammes	1 945,00 \$
Maçonnerie Murphy inc.	Réalisation des puits d'observation des fondations du bâtiment des écuries au parc du Bois-de-Coulonge	14 855,00 \$
Marie-Josée Blanchet	Services professionnels - Mandat de réflexion stratégique sur l'avenir de l'Observatoire	13 797,00 \$
Matériaux Charlesbourg inc.	Achat de quincaillerie et d'équipement	2 028,66 \$
MediSolution	Renouvellement des licences et entretien de Virtuo	22 997,00 \$
Menuiserie D. Pouliot inc.	Réalisation de tests pour la restauration de la phase 1 de la promenade Samuel-De-Champlain	16 200,00 \$
Mode Avalanche inc.	Achat et livraison de manteaux pour les guides-animateurs	3 049,00 \$
Modu-Loc Rentals LP	Location, installation et désinstallation de clôtures temporaires au parc du Bois-de-Coulonge	7 697,00 \$
Modu-Loc Rentals LP	Installation de clôtures au parc du Bois-de-Coulonge	1 122,00 \$
Morency, Société d'avocats, S.E.N.C.R.L.	Services professionnels / Accompagnement et conseils pour l'accès à l'information et renseignements personnels	4 999,99 \$
Norton Rose Fulbright Canada LLP	Accompagnement en droit du travail	15 000,00 \$
Nvira environnement inc.	Services professionnels – Caractérisation environnementale des sols et des sédiments au parc des Moulins	26 900,00 \$
Onico inc.	Services professionnels en architecture - Restauration des toitures de la maison du chauffer, de l'atelier du peintre et restauration de la fenestration de la villa au domaine Cataraqui	46 000,00 \$
Pagui inc.	Travaux électriques à la place des Canotiers	18 278,00 \$
Pépinère François Lemay Nursery inc.	Fourniture et livraison de vivaces, d'arbustes et d'arbres pour le parc du Bois-de-Coulonge	2 164,63 \$
Premier Jet inc.	Fabrication et installation d'une plaque commémorative en hommage aux membres de l'Ordre national du Québec	13 014,83 \$

6. CONTRATS

Pro-Lec inc.	Travaux d'urgence afin de sécuriser le bâtiment des Baigneurs	46 000,00 \$
Pro-Lec inc.	Travaux au bâtiment des Baigneurs	8 000,00 \$
R.D. Technologies	Services professionnels en ingénierie / Réalisation d'un carnet santé pour le bâtiment de la loge du portier au parc du Bois-de-Coulonge	16 500,00 \$
Sani-Bleu inc.	Location d'une toilette chimique pour le parc du Bois-de-Coulonge	1 085,00\$
Scie à chaîne Lavoie Itée	Contrat à exécution sur demande – Réparation et entretien des outils à moteur à explosion et électrique de la Commission de la capitale nationale du Québec	4 700,00 \$
Scierie Mobile Gilbert inc.	Achat d'un ensemble de scie à chaîne	1 374,99 \$
Services Peinture St-Laurent inc.	Peindre les surfaces intérieures à la place des Canotiers	17 722,50 \$
Services Peinture St-Laurent inc.	Travaux de peinture dans la salle de rencontre à la place des Canotiers	6 650,00 \$
Signalisation Lévis inc.	Fourniture, livraison et installation de butoirs de stationnement et de barrières au parc des Moulins	3 299,15 \$
Simplek - Division of Assa Abloy	Acquisition d'un logiciel de gestion de clés	3 241,00 \$
Solid Caddgroup inc.	Renouvellement des licences AutoCad	3 765,00 \$
Solotech inc.	Acquisition de moniteurs DEL - Vitrine stratégique - Place des Canotiers	29 000,00 \$
STB Experts-Conseils inc.	Services professionnels en ingénierie / Réfection de l'escalier monumental – Maison du Gouverneur	5 550,00 \$
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	Services professionnels en architecture / Restauration du moulin à vent au parc des Moulins	10 005,63 \$
St-Gelais Montminy & Associés Architectes, S.E.N.C.R.L	Services professionnels en architecture / Restauration du moulin à vent au parc des Moulins	10 925,00 \$
Tenequip limitée	Achat d'une armoire de rangement pour les produits inflammables et une armoire pour les réservoirs de propane	2 754,00 \$
Tenequip limitée	Achat d'armoires à pesticide	3 154,36 \$

6. CONTRATS

Teramco inc.	Excavation, remblai et ensemencement en arrière des habitations du 2571 au 2629, chemin du Foulon à Québec	4 500,00 \$
Teramco inc.	Excavation, remblai et ensemencement en arrière des habitations du 2571 au 2629, chemin du Foulon à Québec	23 073,00 \$
Territoires	Intégration de QGIS et de Qfield à la gestion du patrimoine arboricole	4 100,00 \$
Teximport	Fourniture et livraison des tissus pour les tentures des salles à manger de la villa Cataraqui	28 680,00 \$
Toitures Quatre-Saisons inc.	Interventions sur les solins de toit de la maison Cayouette au parc des Moulins	9 080,00 \$
Toitures R. Martin	Travaux de construction du couvercle du puits au domaine Cataraqui	19 995,00 \$
Trame-Verte	Rédaction d'un devis type pour la plantation d'arbres	2 500,00 \$
Truelle et Cie inc.	Services professionnels en archéologie / Travaux hivernaux au domaine Cataraqui et au parc du Bois-de-Coulonge.	4 508,00 \$
Ulys Design	Création d'une carte interactive - place des Canotiers	10 000,00 \$
W Communication	Achat de vêtements corporatifs pour les parcs de la Commission	1 284,99 \$
Xerox Canada Ltée	Location imprimante Xerox-Domaine Cataraqui	1 200,00 \$
Xerox Canada Ltée	Renouvellement de la location du photocopieur Xerox	2 160,00 \$

7. APPELS D’OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d’évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

DÉTAILS AUX PAGES SUIVANTES

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2122-03-030 Approvisionnement Fourniture et plantation d'arbres et d'arbustes dans les parcs de la Commission	1) Orange paysagement inc. (52 739,00 \$) non conforme 2) Les Entreprises MRA paysagistes inc. (52 925,35 \$) 3) Teramco inc. (66 425,00 \$) 4) Paysagiste les jardins d'Antoine inc. (97 000,00 \$)	Le 2 ^e soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises MRA paysagistes inc. pour un montant de 52 925,35 \$.
2122-03-029 Services de nature technique Travaux d'arboriculture planifiés dans les parcs de la Commission	1) Lebel Arbre (22 175,00 \$) 2) Histoire d'arbres, Coop des travailleurs (22 596,00 \$) 3) Biothec Foresterie inc. (29 267,00 \$) 4) Gestion Arboriculture inc. (34 455,00 \$) 5) 7762763 Canada inc. (37 915,00 \$) 6) 2436-7583 Québec inc. (42 000,00 \$) 7) Abattage Larivée inc. (60 450,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Lebel Arbre pour un montant de 22 175,00 \$.
2122-02-005 Services de nature technique Entretien ménager au domaine Cataragui	1) Opus Coop, Coopérative de solidarité (122 057,72 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Opus Coop, Coopérative de solidarité pour un montant négocié de 116 838,10 \$.
2107-2223-10-003 Construction Travaux d'imperméabilisation du bassin fontainier au parc de la Francophonie	1) Cimota inc. (148 475 \$) 2) Tro-Chânes inc. (218 185 \$) 3) Soucy Aquatik inc. (226 800 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Cimota inc. pour un montant de 148 475 \$.

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2011-2223-10-008 Construction Restauration du pont no. 2 au parc des Moulins	1) Bé-Con inc. (254 050,00 \$) 2) Hydrospec Inc (516 100,00\$) 3) Oikos Construction (331 239,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Bé-Con inc. pour un montant de 254 050,00 \$.
2114-2223-10-009 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour la réfection des infrastructures d'égout, d'aqueduc et de surface au parc du Bois-de-Coulonge	1) Stantec 2) ENS Infrastructure inc. 3) CIMA + SENC.	Évaluation par un comité de sélection tenue le 19 août 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé à Stantec inc. pour un montant de 328 643,00 \$.
2223-10-012 Construction Étanchéisation des fondations de l'atelier du jardinier au domaine Cataract	1) Construction BSL Inc. (525 937,00 \$) 2) Construction Couture et Tanguay (586 675,00 \$) 3) Construction Marc Bolduc (658 000,00 \$) 4) Marc Thomassin inc. (557 500,00 \$) 5) Qualité Construction (613 615,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction BSL Inc. au montant de 525 937,00 \$.
2205-2223-01-003 Services professionnels Services professionnels en architecture pour la réfection des fortifications du Cavalier-du-Moulin	1) St-Gelais Montminy & Associés Architectes (629 169,00\$)	Évaluation par un comité de sélection tenue le 21 octobre 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé, au seul soumissionnaire, à St-Gelais Montminy & Associés Architectes pour un montant de 629 169,00 \$.

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2205-2223-01-004 Services professionnels Services professionnels en ingénierie pour la réfection des fortifications du Cavalier-du-Moulin	1) Tétra Tech QI inc. (600 093,00 \$) 2) EMS Structure inc.	Évaluation par un comité de sélection tenue le 14 octobre 2022. Après délibérations, l'appel d'offres étant fondé sur la note finale la plus élevée, le contrat est octroyé à Tétra Tech QI inc. pour un montant de 600 093,00 \$.
2223-06-200 Approvisionnement Acquisition de chaises longues pour la station de la plage à la promenade Samuel-De-Champlain	1) A-Pro Conseils inc. (39 270,00\$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à A-Pro Conseils Inc.pour un montant de 39 270,00 \$.
2223-03-005 Services techniques Services de surveillants et sauveteurs à la station de la plage à la Promenade-Samuel-De-Champlain	1) Service de Sauveteurs Q.N inc. (357 800,00\$) par année 2) SODEM INC. (385 120 \$) par année	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Service de Sauveteurs Q.N. inc. pour un montant total de 1 073 400,00 \$, soit 357 800,00 \$ par année.
2209-2223-01-006 Approvisionnement Mise en lumière du Bastion des Ursulines	1) 9125-5661 Québec inc. (118 375,20 \$) 2) La Cie d'éclairage union ltée (118 578,20 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à 9125-5661 Québec inc. pour un montant de 118 375,20 \$.
2223-03-015 Approvisionnement Fourniture, plantation d'arbustes et de vivaces et installation de BRF à la promenade Samuel-De Champlain et à la place des Canotiers	1) Orange Paysagement inc. (103 743,36 \$) 2) Paysagiste Les jardins d'Antoine inc. (155 461,00 \$) 3) Paradis aménagement urbain inc. (314 379,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Orange Paysagement inc. pour un montant de 103 743,36 \$.

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2223-03-021 Services techniques Travaux d'arboriculture dans les parcs et espaces verts de la Commission saison 2023-2024-2025	1) Biotech Foresterie inc. (358 132,20 \$) 2) Gestion Arboriculture inc. (294 135 \$) non conforme 3) Gestion Arveau-Fleuri inc. (421 005 \$)	Le 2 ^e soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Biotech foresterie inc. pour un montant de 358 123,20 \$.
2223-03-020 Services techniques Fourniture et plantation d'arbres et arbustes dans les parcs et espaces verts de la Commission	1) Teramco inc. (56 655 \$) 2) Pépinière Saint-Nicolas inc. (58 160 \$) 3) Les Entreprises P.N.P. inc. (73 314 \$) 4) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (73 492,50 \$) 5) Orange Paysagement inc. (74 970 \$) 6) Éco-Alternativ inc. (80 736 \$) 7) Paysagiste Les Jardins d'Antoine inc. (96 798 \$) 8) Paradis aménagement urbain inc. (108 533 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Teramco inc. pour un montant de 56 655,00 \$.
2121-2223-10-029 Construction Restauration du Moulin à vent au parc des Moulins	1) Construction Couture & Tanguay inc. (354 930 \$) 2) 9048-6473 Québec inc. (369 035 \$) 3) Maçonnerie Rainville & Frères inc. (400 000 \$) 4) Marc Thomassin inc. (491 914 \$) 5) Les Entreprises Proteau & Garneau inc. (493 800 \$) 6) Constructions Envergure inc. (539 000 \$) 7) St-Denis Thompson inc. (549 431 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Construction Couture & Tanguay inc. pour un montant de 354 930 \$.
2223-03-023 Services techniques Entretien des aménagements paysagers à la promenade Samuel-De Champlain (terre-plein central)	1) Hortinature (274 494 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (450 283,73 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Hortinature au montant de 274 494,00 \$.

7. APPELS D'OFFRES PUBLICS

PROJET	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
2223-03-028 Services techniques Services d'aménagement paysager dans les parcs et espaces verts de la Commission	1) Les Entreprises Gariépy inc. (273 072,00 \$) 2) Les Entreprises MRA Paysagistes inc. (326 388,00 \$) 3) Teramco inc. (351 720,00 \$)	Le soumissionnaire ayant le plus bas prix étant conforme, le contrat est octroyé à Les Entreprises Gariépy inc. au montant de 273 072,00 \$.

8. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site internet de la Commission <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

9. DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

- a) le nom du projet :
 - 1) Poursuite de l'implantation d'un logiciel de gestion de projets.
 - 2) Développement d'un outil pour la gestion des requêtes citoyennes.
 - 3) Poursuite d'abonnement en continu aux licences Microsoft Office avec offre infonuagique en collaboration et bureautique pour un an.
 - 4) Création d'une carte interactive – place des Canotiers
 - 5) Développement d'une expérience numérique – interprétation du site historique Cartier-Roberval
 - 6) Migration des serveurs en infonuagique
- b) la nature du projet :
 - 1) Consiste à soutenir les opérations implantées du système et développer des rapports personnalisés pour les suivis de l'organisation.
 - 2) Terminer l'optimisation de diverses requêtes citoyennes.
 - 3) Avoir une meilleure maintenance et gestion des systèmes informatiques incluant la téléphonie.
 - 4) Alimenter 3 bornes tactiles avec une carte interactive.
 - 5) Développer et concevoir une expérience numérique.
 - 6) Migrer les serveurs en infonuagique.
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :

Non pertinent à l'étude des crédits.

9. DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :

- 1) 163 890 \$
- 2) 10 800 \$
- 3) 35 153 \$
- 4) 10 000 \$
- 5) 99 100 \$
- 6) 86 400 \$

e) les plus récentes évaluations du coût du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total, et ventilés par année financière :

- 1) 65 520 \$ en 2018-2019 et 47 252 \$ en 2019-2020 et 31 054 \$ en 2020-2021 en 9 894 \$ et 2021-2022 et 68\$ en 2022-2023
- 2) 2 295 \$ en 2020-2021 et 5 065 \$ en 2021-2022 et 2918\$ en 2022-2023
- 3) 2 886 \$ en 2020-2021 et 22 096 \$ en 2021-2022 et 10171\$ en 2022-2023
- 4) 99 100 \$ en 2022-2023
- 5) 10 000 \$ en 2022-2023
- 6) 0 \$ en 2022-2023

g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Non pertinent à l'étude des crédits.

h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :

Non pertinent à l'étude des crédits.

i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :

- 1) 94 %
- 2) 95 %
- 3) 100 %
- 4) 100 %
- 5) 100 %
- 6) 0 %

j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :

Non pertinent à l'étude des crédits

9. DÉVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;

Non pertinent à l'étude des crédits.

- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;

Non applicable pour les infrastructures, mais en cours d'évaluation pour les outils de bureautique.

- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Aucun.

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles.

(https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf).

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

10. HÉBERGEMENT DE DONNÉES

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année :
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement

Aucun coût

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infomuagique>

11. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 13 153 \$
 - b) mobilier de bureau : 2 487 \$
 - c) ameublement : aucun
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source : Coût : 260 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
- Coût total pour f) g) h)
Coût : 11 127 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 813 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 20 970 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

12. TÉLÉPHONIE, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministre ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Téléphones cellulaires utilisés :

Coût d'acquisition	0 \$
Coût d'utilisation	7 657,54 \$
Coût des contrats téléphoniques	7 657,54 \$
Nom des fournisseurs	Telus
Nombre de minutes utilisées	50 761

Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
-------------------------------------	---

Coût d'acquisition (tablettes et ordinateurs portables)	35 041 \$
---	-----------

Pour les sous-questions a), f), g), et h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

13a. MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique

13b. MINORITÉS VISIBLES MOINS DE 35 ANS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la Loi sur la fonction publique.

13c. JOURS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13d. RÉSERVE DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*

13e. HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13f. JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13g. RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13h. PERSONNEL DOUBLE RÉMUNÉRATION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

13i. EFFECTIFS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13j. EFFECTIFS COMPLEXITÉ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13k. EFFECTIFS TRAITEMENT SUPÉRIEUR

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Les employés de la Commission ne sont pas assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.

13l. EFFECTIFS 5 PROCHAINS EXERCICES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

13m. NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

13n. DÉPARTS VOLONTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

13o. POSTES ABOLIS PAR MINISTÈRE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

Aucun poste n'a été aboli en 2022-2023.

13p. EFFECTIF AUTORISÉ LOI 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

13q. POSTES VACANTS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 :

- Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 31 mars 2023, il y a 9 postes vacants représentant 9 ETC.

14a. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2023 :

- le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

14b. REMPLACEMENTS SELON PGRH

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Ne s'applique pas.

14c. RETRAITÉS À CONTRAT

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nous avons embauché cinq personnes retraitées à contrat pour l'année 2022-2023.

15. BAUX

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l’espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	417 932 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2018:	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	278 754 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2018 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

16. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Aucun.

17. AMÉNAGEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse à la question 15.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

18. MEMBRES DU CABINET

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Ne s'applique pas.

19. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Ne s'applique pas.

20. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

La Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

21. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) a date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la Loi sur la fonction publique.

22. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d’âge;
- c) prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

23. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

La Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

24. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s’il y a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	432,00 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 22-23	33,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	140,00 \$	Finance (électronique)
Canadian Architect	gratuit	Aménagement
L’Ancêtre	gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	804,94 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun.

25. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

26. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

2023-2024	
a) Nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
b) Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	Commission : Vortex Solution Observatoire : Unik média
c) Coûts de construction du site :	Aucun
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	Hébergement et entretien des sites CCNQ et Observatoire : 12 179 \$ Hébergement du panneau d'accueil au Domaine Cataract : 230 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun
f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »)	Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines	220 \$
h) la fréquence de la mise à jour	En continu
i) le responsable du contenu sur le site	Service des communications et de la promotion : Jade Bouchard, conseillère en communication

27. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Visite des sites de la CCNQ par le ministre responsable de la région de la capitale nationale, M. Jonatan Julien et son équipe.

Location d'un autobus avec chauffeur : 783 \$.

28. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l’objet;
- g) les dates.

Ne s’applique pas.

29. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

30. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

31. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2023-2024.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

32. PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024

Aucun.

33. TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre :

- les sommes reçues;
- la ou les dates des versements;
- à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

34. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – SCT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement ni aucun boni n’a été versé en 2022-2023.

35. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS – CABINET

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

36. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATION DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n’a été versée en 2022-2023.

37. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

38. RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Aucun.

39. INITIATIVES OU MAJORATIONS DES PROGRAMMES EXISTANTS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Aucune.

40. DÉPENSES EN INFORMATIQUE ET EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres)

a) la dépense totale (opération et capital)

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

41. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

42. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Association	Dépense totale
Ordre des ingénieurs du Québec	1 150,26 \$
Chambre des notaires	1 914,59 \$
Barreau du Québec	1 813,66 \$
Ordre des architectes	1 270,73 \$
Ordre des urbanistes	727,49 \$
Ordre des CPA	1 833,20 \$
Ordre des CRHA	1 015,32 \$
Total	9 725,25 \$

43. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisé par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Aucun sondage effectué en 2022-2023.

44. DÉPENSES PUBLICITAIRES – MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET INTERNET

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

Dans la dernière année, aucune dépense publicitaire n’a été effectuée dans les médias communautaires (0 %).

- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux (6 638 \$) de l’ensemble des dépenses en publicité et en articles promotionnels (28 061 \$) se situe à 24 %.

45. COMPENSATION ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme

Achat d'un véhicule Gator électrique - TE-145 John Deere : 23 512,00 \$

Plantation d'arbres dans les parcs et sur la promenade Samuel-De-Champlain : 54 008,44 \$

Achat d'équipement d'horticulture à batterie : 9 288,89 \$

46. TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

Ne s'applique pas.

47. PLAN D’ACTION – PERSONNES HANDICAPÉES 2021-2024

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure :

- Plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2021-2024

L’information concernant l’état d’avancement des actions du plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2022-2023 sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023 de la Commission.

Le contenu du [plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2022-2023](#) est disponible sur le site internet de la Commission.

48. STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de la Commission de la capitale nationale du Québec à

<https://www.capitale.gouv.qc.ca/a-propos-de-la-ccnq/documents-institutionnels/>

49. OCCUPATION ET VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2022

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

- Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

50. RAPPORT CSDEPJ

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

- Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Ne s'applique pas.

51. MESURE DE TÉLÉTRAVAIL/TRAVAIL À DISTANCE

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

52. REMBOURSEMENT MATÉRIEL TÉLÉTRAVAIL

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucun remboursement n'a été effectué aux employés pour le matériel requis pour le télétravail.

53. SOUTIEN EMPLOYÉS – SANTÉ MENTALE

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) les sommes dépensées;
- b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- a) Aucune somme n'a été dépensée.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- c) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

54. CONTRATS MCKINSEY

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour

Aucun.

55. CONTRATS FIRMES CONSULTATION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et sont diffusés mensuellement sur le site internet de la Commission. <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

56. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

a) nombre de stagiaires reçus;

11 stagiaires reçus en 2022-2023

b) heures de stages effectués;

Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits

c) rémunération totale déboursée.

Aucune somme déboursée.

57. CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ – PROPORTION ET NOMBRE

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site internet de la Commission. <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

58. CONTRATS FIRMES-CONSEILS

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site internet de la Commission. <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

59. DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES COVID-19

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

	2021-2022				2022-2023		
	Siège social	Parcs	Travaux		Siège social	Parcs	Travaux
			Nouvelles-Casernes				Nouvelles-Casernes
Matériel désinfectant	0	356,50				364,22	
Matériel protection	51,92	111,44			165,90	265,44	
Entretien ménager	0	30 994,98				6 525,00	
Cueillette ordures	0	3 331,75				2 138,75	
Mesures sanitaires	0	0	18 750,00				0
Total	51,92	34 794,67	18 750,00		165,90	9 293,41	0,00

60 DÉPENSES IMPLANTATION NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Le projet de loi concernant des changements dans les processus de dotation au sein de la fonction publique (affichages des postes, candidatures, examens requis, etc.), ne s'applique pas à la Commission puisqu'elle n'est pas assujettie à la *Loi sur la fonction publique* et n'a pas accès aux différentes plateformes, programmes et ressources.

61. AMENDES PERÇUES 5 DERNIÈRES ANNÉES

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune.

62. CONTRATS SOUS-TRAITANCE

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site internet de la Commission : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

63. SERVICES TARIFÉS

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

64. ACTIFS POSSÉDÉS – MEUBLES ET IMMEUBLES

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	13 782 465	-	13 782 465
Parcs et espaces verts	6	-	6
Bâtiments	47 145 978	16 034 982	31 110 996
Équipement informatique	578 417	516 328	62 089
Équipement et mobilier de bureau	1 926 993	1 623 446	303 547
Mobilier urbain	1 790 059	1 292 494	497 565
Améliorations locatives	171 438	171 438	-
Expositions	673 586	558 482	115 104
Matériel roulant	191 835	190 713	1 122
Aménagement dans les parcs	38 073 699	15 826 330	22 247 369
Aménagement d'une promenade	58 335 193	41 916 136	16 419 057
Aménagement en cours de réalisation	129 448 427	-	129 448 427
TOTAL	292 118 096	78 130 349	213 987 747

65. COÛTS DE SYSTÈME

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

66. AUTORISATION - ART. 17, LOI SUR LES CONTRATS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

67. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023 de la Commission.

68. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE

Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

69. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Ne s'applique pas.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Publicité Internet
5.	Conférence de presse et événements médiatiques
6.	Formation en communication
7.	Formation en communication – personnel politique
8.	Contrats octroyés
9.	Appels d’offres publics
10.	Consultants externes
11.	Développement informatique
12.	Hébergement infonuagique
13.	Dépenses diverses
14.	Dépenses en téléphonie
15.	Effectifs
16.	Départs à la retraite, remplacements et contrats
17.	Baux

18.	Besoins en superficie
19.	Actifs immobiliers excédentaires
20.	Portrait des actifs excédentaires
21.	Rénovations, déménagement, aménagement
22.	Cabinet ministériel – rénovations, déménagement, aménagement
23.	Cabinet ministériel – personnel
24.	Budget discrétionnaire
25.	Personnel hors structure
26.	Personnel en disponibilité
27.	Occasionnels mis à pied
28.	Postes abolis par catégorie d’emploi
29.	Bureau régional – effectif
30.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
31.	Abonnements
32.	Billets de saison, loges, club privé
33.	Sites Internet
34.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs

35.	Visites ministérielles et sous-ministérielles
36.	Adjointes parlementaires
37.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
38.	Ententes gouvernement fédéral et provinces canadiennes
39.	Crédits périmés et gel de crédits
40.	Revenus autonomes et tarification
41.	Dépenses de fonctionnement – plan de réduction
42.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
43.	Primes au rendement et bonis
44.	Cabinet ministériel – primes au rendement et bonis
45.	Primes de départ
46.	Augmentations de salaire
47.	Programmes existants – reconduction
48.	Programmes existants – initiatives ou majorations
49.	Aides financières
50.	Services juridiques – sommes allouées à l’externe
51.	Dépenses en informatiques
52.	Masse salariale
53.	Taux d’absentéisme
54.	Rapports, études, avis, analyses, enquêtes
55.	Cotisations à des associations
56.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommets et négociations – liste
57.	Rencontres diplomatiques, politiques, sommets et négociations – détails

58.	Sondages
59.	Dépenses en publicité
60.	Achat crédits carbone
61.	Portrait de l’empreinte carbone
62.	Transfert d’emplois en région
63.	Charte de la langue française
64.	Suivi du plan d’action
65.	Analyse différenciée selon les sexes (ADS+)
66.	Électrification des transports
67.	Reconnaissance des acquis et des compétences
68.	Rétention des travailleurs d’expérience
69.	Télétravail – mesures
70.	Télétravail – acquisition de matériel
71.	Télétravail – sécurité informatique
72.	Télétravail – vidéoconférence
73.	Télétravail – Remboursement de matériel
74.	Santé mentale – mesure de soutien aux employés
75.	Firme McKinsey
76.	Firmes de consultation – contrat

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.

Aucun voyage hors Québec en 2022-2023.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — Opposition OFFICIELLE

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire.

Voir la réponse à la question 3 des renseignements généraux.

4. PUBLICITÉ INTERNET

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Publicités sur Internet		Gré à gré
Facebook		
Description :	Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche, l’interprétation du site archéologique Cartier-Roberval et pour le programme Découvrir la capitale.	
Coût :	1 613 \$	
LinkedIn		
Description :	Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche et pour le programme <i>Découvrir la capitale</i> .	
Coût :	633 \$	
Contrats photos		Gré à gré
Jean-Philippe Labrie photographe		
Description :	Pour session photos printanières, conférence de presse du site archéologique Cartier-Roberval et session photos hivernales.	
Coût :	1 685 \$	

5. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement

Voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux.

6. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Voir la réponse à la question 5 des renseignements généraux.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission (<https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>) en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphes 22 et 23**) <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

7. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;**
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Ne s'applique pas.

8. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Voir la réponse à la question 6 des renseignements généraux.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec.

<https://www.seao.ca/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de la Commission. <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

9. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir la réponse à la question 7 des renseignements généraux.

10. CONSULTANTS EXTERNES

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de la Commission : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/>

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employé (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige La Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Voir la réponse à la question 9 des renseignements généraux.

11. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

12. HÉBERGEMENT INFONUAGIQUE

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir:

- a) les coûts estimés par année :
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

Aucun coût

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur internet à l'adresse suivante :<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infomuagique>

13. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec;
 - b) à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 13 153 \$
- b) mobilier de bureau : 2 487 \$
- c) ameublement : aucun
- d) décoration et embellissement : aucun.
- e) distributeur d'eau de source : Coût : 260 \$
- f) remboursement des frais de transport
- g) remboursement des frais d'hébergement
- h) remboursement des frais de repas
- Coût : 11 127 \$ (au Québec)
- Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
- j) participation à des congrès et colloques
- Coût : 813 \$ (au Québec)
- Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 20 970 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

14. DÉPENSES EN TÉLÉPHONIE

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Téléphones cellulaires utilisés :

Coût des contrats téléphoniques	7 657,54 \$
---------------------------------	-------------

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

15. EFFECTIFS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus ;

Voir la réponse de la question 13a des renseignements généraux.

- b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins ;

Voir la réponse de la question 13b des renseignements généraux.

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;

Voir la réponse de la question 13c des renseignements généraux.

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;

Voir la réponse de la question 13d des renseignements généraux.

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Voir la réponse de la question 13e des renseignements généraux.

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel ;

Voir la réponse de la question 13f des renseignements généraux.

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi ;

Voir la réponse de la question 13g des renseignements généraux.

- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique ;

N'est pas pertinent à l'étude des crédits.

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;

Voir la réponse de la question 13h des renseignements généraux.

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;

Voir la réponse de la question 13i des renseignements généraux.

15. EFFECTIFS

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

15. EFFECTIFS

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;

Voir la réponse de la question 13j des renseignements généraux.

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;

Voir la réponse de la question 13k des renseignements généraux.

m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) ;

Voir la réponse de la question 13l des renseignements généraux.

n) le nombre d'employés permanents et temporaires ;

Voir la réponse de la question 13m des renseignements généraux.

o) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ ;

Voir la réponse de la question 13n des renseignements généraux.

p) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi ;

Voir la réponse de la question 13o des renseignements généraux.

q) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;

Voir la réponse de la question 13p des renseignements généraux.

r) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région

Voir la réponse de la question 13q des renseignements généraux.

s) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction.

N'est pas pertinent à l'étude des crédits.

15. EFFECTIFS

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

16. DÉPARTS À LA RETRAITE, REMPLACEMENTS ET CONTRATS

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**

Voir la réponse de la question 14a des renseignements généraux.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**

Voir la réponse de la question 14b des renseignements généraux.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Voir la réponse de la question 14c des renseignements généraux.

17. BAUX

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l’espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	417 932 \$
Coûts d’aménagement, de rénovations réalisées :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	278 754 \$
Coûts d’aménagement, de rénovations réalisées :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

18. BESOINS EN SUPERFICIE

Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.

Avec le projet de transformation du milieu de travail, volet aménagement des espaces de travail basé sur l'approche du MTAA, la Commission estime ses besoins en superficie à 560 m².

19. ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Aucun.

20. PORTRAIT DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied carré en propriété.

Aucun actif excédentaire.

21. RÉNOVATIONS, DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Voir la réponse à la question 17 des renseignements généraux.

22. CABINET MINISTÉRIEL – RÉNOVATIONS, DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Ne s'applique pas.

23. CABINET MINISTÉRIEL – PERSONNEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet.

Ne s'applique pas.

24. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d’argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- a) le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l’organisme.

Ne s’applique pas.

25. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

26. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

Aucun, puisque la Commission est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

27. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l’organisme a mis fin à l’emploi ou dont le contrat n’a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d’âge;**
- c) prévisions pour 2023-2024.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 22 des renseignements généraux.

28. POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Pour chaque ministère et organisme, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 13o des renseignements généraux.

29. BUREAU RÉGIONAL – EFFECTIF

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.

L'ensemble du personnel de la Commission de la capitale nationale du Québec travaille dans la région de la Capitale-Nationale.

30. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 23 des renseignements généraux.

31. ABONNEMENTS

La liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s’il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande

Ventiler le montant total par catégorie.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95 \$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	432,00 \$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 22-23	33,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	140,00 \$	Finance (électronique)
Canadian Architect	gratuit	Aménagement
L’Ancêtre	gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	804,94 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun

32. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

33. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Voir la réponse à la question 26 des renseignements généraux.

34. NOMINATIONS NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse de la question 6 des renseignements généraux.

35. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;**
- b) les personnes et organismes rencontrés;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) les raisons du déplacement;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**
- f) les coûts ventilés;**
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Voir la réponse à la question 27 des renseignements généraux.

36. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l’objet;
- g) les dates.

Ne s’applique pas.

37. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Ne s'applique pas.

38. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES CANADIENNES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Aucune.

39. CRÉDITS PÉRIMÉS ET GEL DE CRÉDITS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

40. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2023-2024.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

41. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

42. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

43. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement n’a été versée en 2022-2023.

44. CABINET MINISTÉRIEL – PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque cabinet ministériel, fournir, pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

45. PRIMES DE DÉPART

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir, pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- Le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 36 des renseignements généraux.

46. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l’année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 37 des renseignements généraux.

47. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2022-2023 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Aucun.

48. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Aucun.

49. AIDES FINANCIÈRES

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par :

- a) le Fonds d’électrification et de changements climatiques;
- b) le Fonds des ressources naturelles;
- c) le Fonds de transition, d’innovation et d’efficacité énergétiques;
- d) le Fonds du Plan Nord.

Aucune.

50. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Voir la réponse à la question 6 des renseignements généraux.

51. DÉPENSES EN INFORMATIQUES

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);

Les informations sont disponibles dans la programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles.

b) les grands dossiers en cours;

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Non pertinent à l'étude des crédits.

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

52. MASSE SALARIALE

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

53. TAUX D'ABSENTÉISME

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 41 des renseignements généraux.

54. RAPPORTS, ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ENQUÊTES

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

55. COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;**
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;**
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 42 des renseignements généraux.

56. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS – LISTE

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Aucune.

57. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, POLITIQUES, SOMMETS ET NÉGOCIATIONS – DÉTAILS

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les participants;
- d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la *Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec*.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

58. SONDAGES

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisé par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

Aucun sondage effectué en 2022-2023.

59 DÉPENSES EN PUBLICITÉ

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**
- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Voir la réponse à la question 44 des renseignements généraux.

60. ACHAT CRÉDITS CARBONE

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun.

61. PORTRAIT DE L'EMPREINTE CARBONE

Tout portrait de l’empreinte carbone du ministère ou l’organisme réalisé en 2022-2023.

Aucun.

62. TRANSFERT D'EMPLOIS EN RÉGION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisés par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux et d'ETC au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois et d'ETC transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

Ne s'applique pas.

63. CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française.

En novembre 2022, à la suite d'une analyse et d'une vérification du portrait de la situation linguistique de la CCNQ par la Direction de la francisation de l'Administration et du soutien opérationnel, la Commission a reçu une lettre indiquant l'appréciation de la situation linguistique selon les dispositions de la Charte de la langue française.

64. SUIVI DU PLAN D'ACTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

- a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;
[Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale](#)
- b) Plan culturel numérique du Québec;
[Répondue par le ministère de la Culture et des Communications](#)
- c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;
[Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec](#)
- d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;
[Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable](#)
- e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;
Le bilan du plan d'action 2022-2023 sera présenté au rapport annuel de gestion 2022-2023.
- f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;
[Répondue par le ministère de la Sécurité publique](#)
- g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;
[Répondue par le ministère de la Famille](#)
- h) Plan d'action de développement durable;
Le bilan du plan d'action 2022-2023 sera présenté au rapport annuel.
- i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023;
[Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale](#)
- j) Plan d'action en économie numérique;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)

- k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;
[Répondue par le ministère de la Sécurité publique](#)
- l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoire 2018-2022;
Ne s'applique pas.
- m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;
[Répondue par le ministère de la Sécurité publique](#)
- n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;
[Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale](#)
- o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)
- p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;
[Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale](#)
- q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)
- r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 :
« Contre la violence conjugale, Agissons »;
[Répondue par le Secrétariat à la condition féminine](#)
- s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux »;
[Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit](#)
- t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)

64. SUIVI DU PLAN D'ACTION

- u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;
[Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration](#)
- v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)
- w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)
- x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)
- y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)
- z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;
[Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable](#)
- aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)
- bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)
- cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;
[Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie](#)
- dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;
[Répondue par le ministère de l'Éducation](#)

- ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;
[Répondue par le Secrétariat à la condition féminine](#)
- ff) Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges »;
[Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux](#)
- gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;
[Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation](#)
- hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;
[Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs](#)
- ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030;
[Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec](#)
- jj) Plan pour une économie verte 2020-2030;
[Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs](#)
- kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;
[Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie](#)
- ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;
[Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts](#)
- mm) Politique culturelle du Québec;
[Répondue par le ministère de la Culture et des Communications](#)
- nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;
[Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme](#)

64. SUIVI DU PLAN D'ACTION

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

64. SUIVI DU PLAN D'ACTION

- oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;
Ne s'applique pas
- pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;
Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
- qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
- rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);
Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
- ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts;
Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
- tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;
Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
- uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;
Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
- vv) Stratégie maritime 2015-2030;
Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
- ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;
Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
- xx) Stratégie nationale de production de bois;
Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
- yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023;
Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;
Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

- aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;
Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
- bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;
Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
- ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;
Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
- ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022;
Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
- eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;
Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
- fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.
Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"

64. SUIVI DU PLAN D'ACTION

Renseignements GÉNÉRAUX – Opposition OFFICIELLE

65. ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS+)

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+).

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

66. ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports

Cette question est non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

67. RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

68. RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question semble non pertinente à l'étude des crédits.

69. TÉLÉTRAVAIL – MESURES

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant :**
 - a. 1 jour par semaine :**
 - b. 2 jours par semaine :**
 - c. 3 jours par semaine :**
 - d. 4 jours par semaine :**
 - e. 5 jours par semaine :**

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 51 des renseignements généraux

70. TÉLÉTRAVAIL – ACQUISITION DE MATÉRIEL

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 au sujet de l’acquisition de matériel aux fins de télétravail (tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d’internet, etc.)

Achat de 15 portables = 35 041 \$.
Aucun aménagement de bureau.
Aucun remboursement de frais d’Internet.

71. TÉLÉTRAVAIL – SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Voir la réponse de la question 8 de cette section.

72. TÉLÉTRAVAIL – VIDÉOCONFÉRENCE

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) liste des contrats;
- b) nom du fournisseur;
- c) montant déboursé.

Voir la réponse de la question 8 de cette section.

73. TÉLÉTRAVAIL – REMBOURSEMENT DE MATÉRIEL

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 52 des renseignements généraux.

74. SANTÉ MENTALE – MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Voir les réponses de la question 53 des renseignements généraux

75. FİRME MCKINSEY – CONTRAT

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) copie du contrat;**
- b) date de fin prévue du contrat;**
- c) valeur prévue du contrat;**
- d) sommes dépensées à ce jour.**

Aucun.

76. FIRME DE CONSULTATION – CONTRAT

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou

- a) Copie du contrat;**
- b) Date de fin prévue du contrat;**
- c) Valeur prévue du contrat;**
- d) Sommes dépensées à ce jour.**

Voir la réponse à la question 58 des renseignements généraux.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – DEUXIÈME OPPOSITION

Liste des questions

1.	Postes ouverts et postes comblés
2.	Postes total et postes non comblés
3.	Manque de places en service de garde
4.	Rémunération des stages
5.	Véhicules
6.	Dépenses pour consultation avec autochtones
7.	Analyses différenciées selon les sexes
8.	Plan national de sécurité civile – dépenses
9.	Acquisitions de marchés publics
10.	Contrats de gré à gré
11.	Contrats à des firmes-conseils
12.	Dépenses supplémentaires COVID-19
13.	Dépenses – « Programme d'aide aux employés »
14.	Dépenses – Nouveau régime de dotation
15.	Amendes perçues
16.	Dépenses – locaux physiques
17.	Soutien législatif – dépenses

18.	Ordre professionnel
19.	Contrats en sous-traitance
20.	Application de la loi
21.	Services tarifés
22.	Actifs – meubles et immeubles
23.	Émission de GES
24.	Coûts de système
25.	Reconduction de programmes
26.	Direction régionale

1. POSTES OUVERTS ET POSTES COMBLÉS

Nombre de postes ouverts pour les années financières et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein du ministère.

Veillez vous référer à la réponse de la question 13i des renseignements généraux.

2. POSTES TOTAL ET POSTES NON COMBLÉS

Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.

Veillez vous référer à la réponse de la question 13q des renseignements généraux.

3. MANQUE DE PLACES EN SERVICE DE GARDE

Nombre de postes dont le titulaire est absent en raison d'un manque de places en service de garde.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

4. RÉMUNÉRATION DES STAGES

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués; Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits
- c) rémunération totale déboursée.

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Nb de stagiaires reçus	N/D	N/D	N/D	0	2	1	11
Rémunération totale déboursée	N/D	N/D	N/D	0,00 \$	6 621,86 \$	2 370,17 \$	0,00 \$

5. VÉHICULES

Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant :

- a) nombre total de véhicules
- b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables
- c) le nombre de véhicules électriques

Cette question sera répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes.

6. DÉPENSES POUR CONSULTATION AVEC AUTOCHTONES

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Cette question est répondue par Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit.

7. ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES

Fournir le budget réservé à la réalisation d’analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

Cette question est répondue par le Secrétariat à la condition féminine.

8. PLAN NATIONAL DE SÉCURITÉ – CIVILE DÉPENSES

Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.

Ne s’applique pas.

9. ACQUISITIONS DE MARCHÉS PUBLICS

Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.

Voir la réponse de la question 6 des renseignements généraux.

10. CONTRATS DE GRÉ À GRÉ

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Voir la réponse à la question 57 des renseignements généraux.

11. CONTRATS À DES FIRMES-CONSEILS

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Voir la réponse à la question 58 des renseignements généraux.

12. DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES COVID-19

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

	2021-2022				2022-2023		
	Siège social	Parcs	Travaux		Siège social	Parcs	Travaux
			Nouvelles-Casernes				Nouvelles-Casernes
Matériel désinfectant	0	356,50				364,22	
Matériel protection	51,92	111,44			165,90	265,44	
Entretien ménager	0	30 994,98				6 525,00	
Cueillette ordures	0	3 331,75				2 138,75	
Mesures sanitaires	0	0	18 750,00				0
Total	51,92	34 794,67	18 750,00		165,90	9 293,41	0,00

13. DÉPENSES – « PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS »

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 53 des renseignements généraux.

14. DÉPENSES – NOUVEAU RÉGIME DE DOTATION

Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 60 des renseignements généraux.

15. AMENDES PERÇUES

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune.

16. DÉPENSES – LOCAUX PHYSIQUES

Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.

Voir la réponse de la question 15 des renseignements généraux.

17. SOUTIEN LÉGISLATIF – DÉPENSES

Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.

Ne s'applique pas.

18. ORDRE PROFESSIONNEL

Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

19. CONTRATS EN SOUS-TRAITANCE

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Voir la réponse à la question 62 des renseignements généraux.

20. APPLICATION DE LA LOI

Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

21. SERVICES TARIFÉS

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

22. ACTIFS – MEUBLES ET IMMEUBLES

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	13 782 465	-	13 782 465
Parcs et espaces verts	6	-	6
Bâtiments	47 145 978	16 034 982	31 110 996
Équipement informatique	578 417	516 328	62 089
Équipement et mobilier de bureau	1 926 993	1 623 446	303 547
Mobilier urbain	1 790 059	1 292 494	497 565
Améliorations locatives	171 438	171 438	-
Expositions	673 586	558 482	115 104
Matériel roulant	191 835	190 713	1 122
Aménagement dans les parcs	38 073 699	15 826 330	22 247 369
Aménagement d'une promenade	58 335 193	41 916 136	16 419 057
Aménagement en cours de réalisation	129 448 427	-	129 448 427
TOTAL	292 118 096	78 130 349	213 987 747

23. ÉMISSION DE GES

Indiquer le bilan des efforts de diminution d’émission de GES au sein du ministère ou de l’organisme.

Achat d’un véhicule utilitaire électrique (23 512 \$).

24. COÛTS DE SYSTÈME

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

25. RECONDUCTION DE PROGRAMMES

Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.

Aucun.

26. DIRECTION RÉGIONALE

Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.

Ne s'applique pas.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – TROISIÈME OPPOSITION

Liste des questions

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Conférence de presse et événements médiatiques
5.	Formation en communication
6.	Formation en communication – personnel politique
7.	Contrats octroyés
8.	Contrats autorisés – article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>
9.	Contrats santé publique
10.	Appels d’offres publics
11.	Cabinet ministériel – contrats octroyés
12.	Ressources internes non employées du gouvernement
13.	Développement informatique
14.	Dépenses diverses
15.	Dépenses en téléphonie
16.	Effectif
17.	Départs à la retraite

18.	Baux
19.	Déménagement, aménagement – cabinet ministériel
20.	Cabinet – liste du personnel
21.	Budget discrétionnaire
22.	Personnel hors structure
23.	Personnel en disponibilité
24.	Occasionnels mis à pied
25.	Bureau régional – postes abolis
26.	Bureau régional – effectif
27.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
28.	Abonnements
29.	Billets de saison, loges, club privé
30.	Sites Internet
31.	Nominations mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, etc.
32.	Visites ministérielles et sous-ministérielles
33.	Demandes d’accès à l’information
34.	Adjoints parlementaires

35.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
36.	Ententes gouvernement fédéral et provinces canadiennes
37.	Crédits périmés
38.	Revenus autonomes et tarification
39.	Dépenses de fonctionnement – plan de réduction
40.	Sommes reçues du gouvernement fédéral
41.	Primes au rendement et bonis
42.	Primes de départ, allocations de transition
43.	Augmentations de salaire
44.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignées – cadres et dirigeants
45.	Déplacés de leurs fonctions – cadres et dirigeants
46.	Comités formés par le conseil exécutif et les M/O
47.	Ententes de confidentialité
48.	Programmes existants – reconduction
49.	Programmes existants – initiatives ou majorations
50.	Stratégie maritime – employés ou ETC
51.	Stratégie maritime – budget
52.	Fonds vert – programmes financés
53.	Fonds des ressources naturelles – programmes financés
54.	Services juridiques – sommes allouées à l'externe
55.	Actes répréhensibles – divulgation

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- les endroits et dates de départ et de retour;
- la copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste; frais de déplacement, de repas, autres frais, etc.);
- le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Aucun voyage hors Québec en 2022-2023.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec , section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

1. VOYAGES HORS QUÉBEC

Renseignements GÉNÉRAUX — TROISIÈME groupe d'opposition

2. VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l'information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- les noms des firmes de publicité;
- le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- le but de chaque dépense;
- dans le cas d’une commandite, l’organisme bénéficiaire.

Publicités & promotion - divers produits, activités ou sites	Gré à gré
--	-----------

Unik Média

Description : Ajout promo 5 \$ sur le message 30 sec. de l’Observatoire pour diffusion pendant Festival d’été de Québec.

Coût : 390 \$

Antidote Médias

Description : Achat d’une super bannière sur Quoi faire à Québec pour promotion 5 \$ lors de la réouverture de l’Observatoire.

Coût : 250 \$

Événements attractions Québec

Description : Campagne promotionnelle et rédactionnelle sur ce site touristique pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 3 575 \$

Le Soleil

Description : Campagne promotionnelle – annonce imprimée, mobile et tablette - pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 1 155 \$

Antidote Médias

Description : Achat d’une super bannière sur Quoi faire à Québec pour faire la promotion des activités de la relâche à l’Observatoire.

Coût : 350 \$

Facebook

Description : Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche, l’interprétation du site archéologique Cartier-Roberval et pour le programme Découvrir la capitale.

Coût : 1 613 \$

LinkedIn

Description : Publicités pour la réouverture de l’Observatoire, la promotion des activités de la relâche et pour le programme Découvrir la capitale.

Coût : 550 \$

SPHQ (Société des professeurs d’histoire du Québec)

Description : Insertion de dépliants du programme Découvrir la capitale dans la trousse des participants lors du congrès de cette association.

Coût : 250 \$

AQEUS (Association québécoise des enseignants en univers social)

Description : Insertion de dépliants du programme Découvrir la capitale dans la trousse des participants lors du congrès de cette association.

Coût : 200 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

AQEP (Association québécoise des enseignants du primaire)	
Description :	Publicités dans l'infolettre précongrès de cette association.
Coût :	300 \$
Groupe ETR	
Description :	Impression de dépliants du programme Découvrir la capitale pour envois ciblés aux écoles et diverses insertions.
Coût :	349 \$
Graphica	
Description :	Impression de dépliants du programme Découvrir la capitale pour envois ciblés aux écoles et diverses insertions.
Coût :	517 \$

Abonnements numériques	Gré à gré
-------------------------------	------------------

Active Campaign	
Description :	Renouvellement de l'abonnement annuel pour le logiciel d'envoi des infolettres.
Coût :	1 774 \$
JotForm	
Description :	Renouvellement de l'abonnement annuel pour le créateur de formulaires en ligne.
Coût :	73 \$

Sites Webs	Gré à gré
-------------------	------------------

Go Daddy	
Description :	Renouvellement de noms de domaine et hébergement de sites de la Commission.
Coût :	220 \$
JP Bessette	
Description :	Hébergement annuel de la page Web et du panneau d'accueil du domaine Cataragui.
Coût :	230 \$
Google Cloud API	
Description :	Intégration de Google Maps et visites virtuelles sur sites Web de la Commission.
Coût :	172 \$

Relations publiques / outil de veille	Gré à gré
--	------------------

Cision	
Description :	Pour diffusion d'un communiqué de presse pour la relâche à l'Observatoire.
Coût :	170 \$
Alerti	
Description :	Abonnement annuel à l'outil de veille sur les médias sociaux et le Web.
Coût :	877 \$

3. PUBLICITÉ, ARTICLES PROMOTIONNELS ET COMMANDITES

Contrats divers ou mandats	Gré à gré
----------------------------	-----------

Mathieu Plante - Design et graphisme

Description : Service de design, de développement et de mise à jour graphiques de publicités, de pavoisement, d’affichage et de documents administratifs de la Commission.

Coût : 8 793 \$

Littera (Cendrine Audet)

Description : Pour révision linguistique de divers documents de la Commission.

Coût : 1 814 \$

LG2

Description : Pour modification couleurs et développement forme étendard du pavoisement de la Commission.

Coût : 1 945 \$

Jean-Philippe Labrie photographe

Description : Pour session photos printanières, conférence de presse du site archéologique Cartier-Roberval et session photos hivernales.

Coût : 1 685 \$

Sematos

Description : Pour adaptation anglaise de divers documents de la Commission.

Coût : 809 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4, paragraphe 24**).

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

4. CONFÉRENCES DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements :

Par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- le but de chaque dépense;
- le nombre total d'événements, ventilé par type d'événement.

Par une firme externe :

- les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie, de vidéo, etc.;
- le but de chaque dépense;
- le nombre total d'événements, ventilé par type d'événement.

Voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux.

5. FORMATION EN COMMUNICATION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2022-2024;
- le but de chaque dépense.

Organisée par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- les noms des fournisseurs ou des consultants;
- le but de chaque dépense.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 5 des renseignements généraux.

6. FORMATION EN COMMUNICATION – PERSONNEL POLITIQUE

La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- le but de chaque dépense.

Ne s'applique pas.

7. CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés :

a) Par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

b) Par le ou les cabinets ministériels en 2022-2023, en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir la réponse à la question 6 des renseignements généraux.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

8. CONTRATS AUTORISÉS – ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d’autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

9. CONTRATS SANTÉ PUBLIQUE

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la *Loi sur la santé publique*, en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'état de prestation des services;
- l'échéancier.

Aucun.

10. APPELS D'OFFRES PUBLICS

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune;
- la grille d'évaluation des soumissions;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

11. CABINET MINISTÉRIEL – CONTRATS OCTROYÉS

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a. le nom du professionnel ou de la firme;
- b. les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- c. leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- d. le coût;
- e. l’échéancier;
- f. dans le cas d’un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s’applique pas.

12. RESSOURCES INTERNES NON EMPLOYÉES DU GOUVERNEMENT

Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement.

Ne s'applique pas.

La Commission de la capitale nationale du Québec est un organisme dont les employés ne sont pas nommés selon la *Loi sur la fonction publique*.

13. DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2022-2023 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales, reliées au projet, engagées à ce jour;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation atteint à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Voir la réponse à la question 9 des renseignements généraux.

14. DÉPENSES DIVERSES

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes ;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transports;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

- a) photocopie : 13 153 \$
 - b) mobilier de bureau : 2 487 \$
 - c) ameublement : aucun
 - d) décoration et embellissement : aucun.
 - e) distributeur d'eau de source : Coût : 260 \$
 - f) remboursement des frais de transport
 - g) remboursement des frais d'hébergement
 - h) remboursement des frais de repas
- } Coût total pour f) g) h)
- Coût : 11 127 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)
- i) remboursement des frais d'alcool et de fêtes : aucune dépense.
 - j) participation à des congrès et colloques
Coût : 813 \$ (au Québec)
Coût : 0 \$ (à l'extérieur du Québec)

Toute session de type perfectionnement ou ressourcement
Coût : 20 970 \$ (au Québec)
Coût : Aucune dépense (à l'extérieur du Québec)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

15. DÉPENSES EN TÉLÉPHONIE

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- le coût d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- les noms des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables;
- les iPad ou autre type de tablette électronique;
- le coût des frais d'itinérance.

Voir la réponse à la question 12 des renseignements généraux

16. EFFECTIF

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles, et ce, pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Voir les réponses de la question 13a et 13b des renseignements généraux.

- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Voir les réponses de la question 13c des renseignements généraux.

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Voir les réponses de la question 13d des renseignements généraux.

- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

Voir les réponses de la question 13e des renseignements généraux.

- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Voir les réponses de la question 13f des renseignements généraux.

- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

Voir les réponses de la question 13g des renseignements généraux.

- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

N'est pas pertinent à l'étude des crédits.

- le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

Voir les réponses de la question 13h des renseignements généraux.

- l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Voir les réponses de la question 13i des renseignements généraux.

- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Voir les réponses de la question 13j des renseignements généraux.

16. EFFECTIF

16. EFFECTIF

- **le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie;**

Voir les réponses de la question 13k des renseignements généraux.

- **le nombre de postes par catégorie d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

Voir les réponses de la question 13i des renseignements généraux.

- **le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi et pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

17. DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- **le nombre de départs à la retraite en 2022-2023;**
Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 14a des renseignements généraux.
- **le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 14b des renseignements généraux.
- **le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées;**
Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 14a des renseignements généraux.
- **le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.**
Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 14c des renseignements généraux.

18. BAUX

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux :

- l’emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location
- le coût des aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l’espace loué;
- les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE HECTOR-FABRE 525, boulevard René-Lévesque Est
Superficie du local loué :	1 254,57 m ²
Coût total de la location :	417 932 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2022 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	ÉDIFICE MARIE-GUYART 1037, rue De La Chevrotière
Superficie du local loué :	926,27 m ²
Coût total de la location :	278 754 \$
Coûts d’aménagement réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2022 :	Aucun
DURÉE DU BAIL :	Entente d’occupation renouvelable annuellement
PROPRIÉTAIRE :	Société québécoise des infrastructures

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/pdf/cr/A-2.1,%20R.%202.pdf>.

Site internet de la Commission de la capitale nationale du Québec, section accès à l’information : <https://www.capitale.gouv.qc.ca/acces-a-l-information>

19. DÉMÉNAGEMENT, AMÉNAGEMENT – CABINET MINISTÉRIEL

Coûts de déménagement, d'aménagement et liste des travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans les bureaux de circonscription pour 2022-2023.

Ne s'applique pas.

20. CABINET – LISTE DU PERSONNEL

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres pour 2022-2023 en indiquant, pour chaque individu :

- la date de l’entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
-
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale chaque individu relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- le nombre total d’employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour 2022-2023;
- les noms des employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- si l’employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l’éthique relativement à l’exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d’exercice de certaines fonctions pour l’État.

Ne s’applique pas.

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d’argent versées pour 2022-2023 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l’organisme, en indiquant :

- le nom de l’organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Aucune.

22. PERSONNEL HORS STRUCTURE

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 20 des renseignements généraux.

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s’il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2023-2024.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 21 des renseignements généraux.

24. OCCASIONNELS MIS À PIED

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2022-2023.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 22 des renseignements généraux.

25. BUREAU RÉGIONAL – POSTES ABOLIS

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d’emploi, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Veillez vous référer à la question 13o des renseignements généraux.

26. BUREAU RÉGIONAL – EFFECTIF

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l’effectif étant rattaché, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l’évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.

Ne s’applique pas.

27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ M/O AFFECTÉ AILLEURS

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l’assignation initiale;
- l’assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 23 des renseignements généraux.

28. ABONNEMENTS

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, ainsi que le coût de chacun.

Les journaux, revues mensuelles, publications (format papier ou électronique), etc.		
Journal de Québec	89,99 \$	Général (électronique)
Le Soleil	109,95\$	Général (électronique)
Thomson Reuters Canada – Accès à l’information loi annotée (mise à jour)	432,00\$	Juridique (électronique)
Thomson Reuters Canada – Code de procédures civiles 22-23	33,00 \$	Juridique (électronique)
Comptables professionnels agréés du Canada – Manuel de comptabilité secteur public	140,00 \$	Finance (électronique)
Canadian Architect	gratuit	Aménagement
L’Ancêtre	gratuit	Histoire et patrimoine
Total :	804,94 \$	

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.)
Aucun

29. BILLETS DE SAISON, LOGES, CLUB PRIVÉ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.

Aucune.

30. SITES INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l’existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l’entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements.

2022-2023	
le nom du site Web :	www.capitale.gouv.qc.ca www.observatoire-capitale.com
le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :	CCNQ : Vortex Solution Observatoire : Unik média
le coût de construction du site :	Aucun
le coût d’hébergement, d’entretien et de mise à jour :	Hébergement et entretien des sites CCNQ et Observatoire : 12 179 \$ Hébergement du panneau d’accueil au Domaine Cataraqui : 230 \$
le responsable du contenu sur le site :	Service des communications et de la promotion : Jade Bouchard, conseillère en communication
la fréquence moyenne de mise à jour :	En continu
le nombre de visiteurs par mois	Site CCNQ Avril 2022 : 11 224 sessions Mai 2022: 16 018 sessions Juin 2022 : 23 233 sessions Juillet 2022: 30 971 sessions Août 2022 : 25 901 sessions Septembre 2022 : 21 099 sessions Octobre 2022 : 13 014 sessions Novembre 2022: 7 693 sessions Décembre 2022 : 5 369 sessions Janvier 2023: 7 730 sessions Février 2023 : 6 569 sessions Mars 2023 : 12 277 sessions

30. SITES INTERNET

	Site Observatoire Avril 2022 : 3 440 sessions Mai 2022: 3 905 sessions Juin 2022: 8 690 sessions Juillet 2022 : 14 854 sessions Août 2022 : 15 836 sessions Septembre 2022 : 20 269 sessions Octobre 2022 : 21 676 sessions Novembre 2022 : 21 867 sessions Décembre 2022 : 23 490 sessions Janvier 2023 : 21 900 sessions Février 2023 : 22 208 sessions Mars 2023 : 24 964 sessions
le nombre de fois où le site a été refait, le coût, les critères qui ont justifié les changements	Aucun

31. NOMINATIONS MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

Nominations, pour 2022-2023 de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandat;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Voir la réponse de la question 34 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

32. VISITES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant par région et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles.

Voir la réponse à la question 27 des renseignements généraux.

33. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Voir la réponse à la question 67 des renseignements généraux.

34. ADJOINTS PARLEMENTAIRES

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d’ETC affectés à chaque mandat, en indiquant leur fonction et leur titre.

Ne s’applique pas.

35. ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES, ABOLIES

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Aucune.

36. ENTENTES GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET PROVINCES CANADIENNES

La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Aucune.

37. CRÉDITS PÉRIMÉS

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

38. REVENUS AUTONOMES ET TARIFICATION

L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent.

Le coût unitaire de chacun de ceux-ci.

La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour 2023-2024.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

39. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT – PLAN DE RÉDUCTION

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

40. SOMMES REÇUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer, de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins ces sommes ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune.

41. PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS

Pour chaque ministère et organisme, y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l'année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 34 des renseignements généraux.

42. PRIMES DE DÉPART, ALLOCATIONS DE TRANSITION

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l’année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 36 des renseignements généraux.

43. AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Pour chaque ministère et organisme y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc., fournir, pour l’année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d’emploi des augmentations de salaire.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 37 des renseignements généraux.

44. SALAIRES VERSÉS SANS FONCTION OU TÂCHE ASSIGNÉE – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- fournir la liste des salaires versés.

Les éléments de cette réponse se retrouvent à la question 68 des renseignements généraux.

45. DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS – CADRES ET DIRIGEANTS

Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne :

- fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

46. COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LES M/O

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Ne s’applique pas.

47. ENTENTES DE CONFIDENTIALITÉ

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

48. PROGRAMMES EXISTANTS – RECONDUCTION

Coûts de reconduction des programmes existants :

- liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l’année financière 2022-2023 et qui n’ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants de 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Aucun.

49. PROGRAMMES EXISTANTS – INITIATIVES OU MAJORATIONS

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Aucun.

50. STRATÉGIE MARITIME – EMPLOYÉS OU ETC

Nombre d’employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

51. STRATÉGIE MARITIME – BUDGET

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

52. FONDS VERT – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Aucune.

53. FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – PROGRAMMES FINANCÉS

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Aucune.

54. SERVICES JURIDIQUES – SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Veillez vous référer à la question 6 des renseignements généraux.

55. ACTES RÉPRÉHENSIBLES – DIVULGATION

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d’actes répréhensibles reçues, le nombre d’enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d’actes répréhensibles visée à l’article 4 de la Loi facilitant la divulgation d’actes répréhensibles à l’égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

C’est question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des questions

1	Agrile du frêne
2	Salon de jeux de Québec – fermeture
3	Salon de jeux de Québec – déménagement
4	Mont-Sainte-Anne
5	Tunnel Québec-Lévis
6	Films ou séries télévisées et différentes productions culturelles
7	École sur l'ancien site du Jardin zoologique
8	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain – études, rapports, analyses
9	Prolongement promenade – dépenses encourues et sommes investies
10	Comités interministériels
11	Sondages
12	SIQ – Mandats
13	Concours et tirages
14	Campagnes de publicité et de sensibilisation
15	Programmes de financement ou de subvention
16	Pont de Québec – restauration, peinture et promotion
17	Entrée de la capitale nationale (tête des ponts) – réaménagement

18	Ville de Québec – sommes versées ou à verser
19	Ville de Québec – développement économique
20	Enjeux d'habitation et accès à la propriété
21	Villes de Québec – densification et mouvement démographique
22	Habitations communautaires – plan de déploiement
23	Prolongement de l'autoroute 40
24	Pénurie de main-d'œuvre – enjeux
25	Sommes non dépensées par la Commission
26	Surplus cumulés en date du 1 ^{er} avril 2023
27	Crédits dépensés
65	Effectif
66	Conseil d'administration
67	Employés occasionnels
68	Sommes accordées à la Commission en 2022-2023 et prévisions 2023-2024
69	Parcs et espaces verts – exploitation
70	Réalisation de la CCNQ – bilan
71	Entrée des ponts – aménagement – schéma directeur

72	Avis envoyés – politique relative à la capitale nationale
73	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – études, rapports, analyses
74	Mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique – prévisions budgétaires
75	Pont de Québec – peinture – études, rapports
76	Tête des ponts – réaménagement
77	Aéroport – Bonification de l'accès
78	Fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale
79	Accès à l'information
80	Marché Champlain dans le Vieux-Québec
81	Promenade Samuel-De Champlain – budget

1. AGRILE DU FRÊNE

La ventilation des sommes dépensées pour l’année 2022-2023 et les crédits demandés dédiés pour le traitement de l’agrile du frêne dans la région.

Réel prévu 2022-2023 : 546 998 \$
Crédits demandés : 7 160 000 \$ répartis sur 8 ans.

2. SALON DE JEUX DE QUÉBEC – FERMETURE

Toute note, évaluation, avis ou étude concernant la fermeture du Salon de jeux dans la région de la Capitale-Nationale ainsi que les coûts directs de la fermeture et l'impact sur la population de la ville de Québec.

Ne s'applique pas

3. SALON DE JEUX DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT

Tout note, évaluation, avis ou étude concernant le déménagement du Salon de jeux de Québec vers Beauport ainsi que l'ensemble des sommes dépensées en détail en 2022-2023 pour le déménagement, l'installation et l'ouverture du Salon de jeux.

Ne s'applique pas.

4. MONT-SAINTE-ANNE

En lien avec le Mont-Sainte-Anne, pour l'année 2022-2023, toutes les rencontres, études, analyses, avis, étude ainsi que la ventilation des sommes dépensées pour la revitalisation de ce site.

Ne s'applique pas.

5. TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS

Bilan détaillé des travaux du bureau de projet concernant le Tunnel Québec-Lévis :

- a. l'état d'avancement du projet et l'échéancier prévu. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis lien et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- b. l'estimation initiale et l'estimation à jour des coûts totaux de l'ensemble du projet. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- c. liste et copie de tous les rapports, ententes, études ou analyses réalisées à ce jour. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- d. échéancier des travaux (par phase, lot ou tronçon). Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- e. sommes investies en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. Ventiler pour le Tunnel Québec-Lévis et pour le remplacement du pont de l'Île d'Orléans
- f. préciser les conditions de travail de François Pellerin
- g. préciser le nombre d'effectifs du Bureau de projet, ainsi que leur classe d'emploi
- h. donner les détails des locaux occupés spécifiquement par le Bureau de projet : leur adresse, le nombre de pieds carrés occupés, etc.
- i. l'organigramme du bureau de projet

Ne s'applique pas.

6. FILMS OU SÉRIES TÉLÉVISÉES ET DIFFÉRENTES PRODUCTIONS CULTURELLES

Sommes dépensées en 2022-2023 pour des tournages de films ou séries télévisées et différentes productions culturelles.

Aucune.

7. ÉCOLE SUR L'ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE

Les sommes consenties au projet de construction d'école en 2022-2023 sur le site de l'ancien Jardin zoologique, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Ne s'applique pas.

8. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des dernières études, rapports, analyses, impacts financiers et états de situation concernant le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, et ce, pour le côté est et le côté ouest.

Voici un rapport produit dans le cadre du projet en 2022-2023 :

ARTEFACTUEL, Promenade Samuel-De Champlain, phase 3, Interventions archéologiques 2021, 2022, 100 pages.

9. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – DÉPENSES ENCOURUES ET SOMMES INVESTIES

Dépenses encourues et sommes investies en 2022-2023 pour le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, et ce, pour le côté est et le côté ouest. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Phase III – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2023
Honoraires professionnels	5 524 900 \$
Gestion de projet	93 515 \$
Travaux	42 747 178 \$
Acquisition de terrain	6 829 \$
Autres	440 \$
Financement temporaire	2 089 298 \$
Total :	50 462 160 \$

10. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d’autres partenaires en 2022-2023, précisant :

- a) son mandat
- b) la liste des membres
- c) le budget dépensé
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
- e) les résultats atteints
- f) le nombre et la fréquence des rencontres

MTQ Pont de l’Île d’Orléans	Marie-Noël Chouinard Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d’information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois/3 mois), 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MAMH Politique nationale de l’architecture et de l’aménagement du territoire (PNAAT) - Renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)	Marie-Noël Chouinard Peter Murphy Juan Vargas Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la version préliminaire de la politique du MAMH Nombre et fréquence des rencontres : 16 rencontres Dépenses : 0 \$
CMQ Plan métropolitain d’aménagement et de développement révisé (PMADR) (2025-2041)	Peter Murphy	Mandat : Consultations préliminaires pour le projet de PMAD révisé de la CMQ Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l’entrée sud de la capitale nationale	Peter Murphy Juan Vargas Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l’élaboration d’un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d’autre de l’axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$

11. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2022-2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Aucun sondage n’a été effectué en 2022-2023.

12. SIQ – MANDATS

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.

Entente d’occupation pour le siège social et l’Observatoire et entretien ménager
Coût : 704 873 \$

Travaux de peinture – Observatoire de la capitale
2 944 \$

Mise en lumière mur artéfact – stationnement – place des Canotiers
Coût : 63 431 \$

Évaluation pour bouton panique – Observatoire de la capitale
1 253 \$

Travaux d’excavation de 3 à 9 mètres de profondeur pour des fouilles archéologiques au 31, rue Mont-Carmel (parc du Cavalier-du-Moulin).
Coût : 17 854 \$

Convention gestion d’immeubles, entretien et exploitation, du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2024.
Coût : 975 703 \$

13. CONCOURS ET TIRAGES

Indiquer pour 2022-2023 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix
- c) l’objectif visé par la tenue de chacun des concours
- d) la liste des concours qui ont pris fin

Il n’y a pas eu de concours ni de tirage au cours de l’année 2022-2023.

14. CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION

- Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 :
- a) le nom de toutes les campagnes
 - b) les coûts de ces campagnes
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser
 - d) les dates de diffusion de la campagne
 - e) les objectifs visés par chaque campagne

Voir la réponse à la question 3 des renseignements généraux.

15. PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION

La liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention b) le nom du ou des organismes bénéficiaires c) le montant qui leur a été accordé d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme	Aucun.
--	---------------

16. PONT DE QUÉBEC – RESTAURATION, PEINTURE ET PROMOTION

Ventilation des sommes consenties en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Ne s’applique pas.

17. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE (TÊTE DES PONTS) – RÉAMÉNAGEMENT

Ventilation des sommes consenties en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, pour le réaménagement de l’entrée de la capitale nationale (tête des ponts).

Aucune.

18. VILLE DE QUÉBEC – SOMMES VERSÉES OU À VERSER

Ventilation des sommes versées ou à verser à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Aucune.

19. VILLE DE QUÉBEC – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la Ville de Québec en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.

20. ENJEUX D'HABITATION ET ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

Pour l'année 2022-2023, liste de toute étude, analyse ou document concernant les enjeux d'habitation, l'accès à la propriété, l'achat et la vente de propriétés dans la région de la Capitale-Nationale.

Aucune.

21. VILLE DE QUÉBEC – DENSIFICATION ET MOUVEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Pour l'année 2022-2023, liste de toute étude, analyse ou document concernant la densification de la ville de Québec, l'étalement urbain ainsi que du mouvement démographique de la ville de Québec vers les villes avoisinantes.

Aucune.

22. HABITATIONS COMMUNAUTAIRES – PLAN DE DÉPLOIEMENT

Pour l'année 2022-2023, liste de toute étude, analyse ou document concernant un plan de déploiement d'habitations communautaires.	Aucune.
---	---------

23. PROLONGEMENT DE L'AUTOROUTE 40

Pour l'année 2022-2023, liste de toute étude, analyse ou document concernant le prolongement de l'autoroute 40, incluant les scénarios, les rencontres avec la ministre, son cabinet et les maires de L'Ancienne-Lorette et de Québec.

Ne s'applique pas.

24. PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE – ENJEUX

Concernant les enjeux de pénurie de main-d'œuvre, veuillez fournir :

- Les crédits octroyés pour toute étude ou analyse concernant la problématique et le justificatif pour chacune des initiatives ;
- Les crédits octroyés pour toute initiative visant à résorber la pénurie de main-d'œuvre et le justificatif pour chacune des initiatives.

La Commission n'est pas assujettie à la *Loi sur la fonction publique*.

25. SOMMES NON DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION

Les sommes non dépensées par la Commission pour 2022-2023 en incluant un justificatif pour chaque élément.	L'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 de la Commission de la capitale nationale du Québec.
---	--

26. SURPLUS CUMULÉS EN DATE DU 1^{ER} AVRIL 2023

Le solde des surplus cumulés en date du 1^{er} avril 2023 en incluant le justificatif pour l'ensemble des montants disponibles.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

27. CRÉDITS DÉPENSÉS

La liste des crédits dépensés, ainsi que leur justificatif, qui n’avaient pas été budgété au 1^{er} avril 2022.

Aucun.

65. EFFECTIF

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2022-2023, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

LISTE DES EMPLOYÉS		
Babin, Louis-Marie	Dupont, Geneviève	Montminy, Katie
Beaulieu, Joachim	Émond, Stéphane	Murphy, Peter
Bédard, Michel	Ferland, Josée	Nadeau, Carine
Benoit, Johanne	Gagné, Jennifer	Nadeau, Pierre
Bergeron, Marc	Gagnon, Bruno	Plante, Philippe
Bilodeau, Dominique	Gaillard, Thomas	Ricard, Stéphanie
Bittencourt Machado, Monica	Gamache, Israël	Rondeau, Anne-Marie
Bouchard, Jade	Gaudreault, Caroline	Roux, Julien
Boulet, Nancy	Girard, David	Saillant-Sylvain, Christophe
Brochu, Monique	Giroux, Nicolas	Sanfaçon, Marie
Caraès, Lenaig	Grenon, François	Savard, Vanessa
Caron, Stéphane	Guay, Jean-Philippe	Servant, Jean-Philippe
Chevalier, Alexis	Houheche, Kaissa	Sohier, Agnès
Chouinard, Marie-Noël	Jourdain, Stéphanie	St-Hilaire, Isabelle
Cloutier-Leclerc, Alexandra	Kouakou, Claudine	St-Pierre, Ève-Marie
Côté, Christiane	Lambert, Josiane	Tran, Mélodie Thu Thao
Daigneault-Clermont, Étienne	Lapointe, Sophie-Rose	Tremblay, Larry
Des Rochers, Frédéric	Lessard, France	Vachon, Brigitte
Dion, Jennifer	Lévesque, Arnaud	Vargas, Juan
Doré, Sophie	Mailloux, Martine	Vézina, Marie-Christine
Dubé, Vincent	Martel, Nathalie	
Duchesne, Hélène	Meslouhi, Mehdi	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre Dolbec
Katia Duchesneau
Steeve Gros-Louis
Barry Holleman
Alain Kirouac
Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
Pascal Raby
André Roy
Nancy Florence Savard
Patrick St-Hilaire
Fanny Tremblay-Racicot
+ 2 postes vacants à combler à la suite de 2 démissions

b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

La fin de mandat des membres du CA n'étant pas en 2022-2023, les mandats actuels se poursuivent, donc aucun mandat n'a été renouvelé pour cette année.
Aucun nouveau membre n'a été nommé en 2022-2023.
Aucune rémunération ne leur est versée pour 2022-2023.

65. EFFECTIF

65. EFFECTIF

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Remboursement des frais de transport
Remboursement des frais d’hébergement
Remboursement des frais de repas

Coût : 0 \$ (au Québec) pour location d’un autobus
Coût : 0 \$ (à l’extérieur du Québec)

Taxis/Autobus	16,61 \$
Frais de transport : - membres comité de commémoration et membres du CA	
Frais de transport, d’hébergement et de repas	
Frais de transport, d’hébergement et de repas - (personnes de l’externe)	
Frais de représentation	
TOTAL	16,61 \$

	COMPARATIF	
	2021-2022	2022-2023
(au Québec)	389 \$	16,61 \$
(à l’extérieur du Québec)	0 \$	0 \$

66. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes.

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Mary Bouvier	7 juillet 2021	13 janvier 2022
Pierre Dolbec	29 avril 2015	6 juillet 2024
Katia Duchesneau	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Steeve Gros-Louis	15 août 2018	14 août 2024
Barry Holleman	15 août 2018	14 août 2024
Alain Kirouac	29 avril 2020	28 avril 2023
Marie Claire Ouellet, pdg	11 septembre 2017	5 septembre 2025
Jean-Guy Poulin	20 juin 2018	29 novembre 2022
Pascal Raby	26 février 2020	25 février 2023
André Roy	29 avril 2020	28 avril 2023
Nancy Florence Savard	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Patrick St-Hilaire	15 août 2018	14 août 2024
Fanny Tremblay-Racicot	7 juillet 2021	6 juillet 2024

Aucune rémunération ne leur est versée en 2022-2023.

67. EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur à la Commission et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Le personnel de la Commission n'est pas nommé suivant la *Loi sur la fonction publique*.

68. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION EN 2022-2023 ET PRÉVISIONS 2023-2024

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2022-2023 à la Commission incluant les budgets sous sa responsabilité et prévisions pour 2023-2024.

Se référer aux Crédits et dépenses des portefeuilles 2023-2024.

69. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Les dépenses d’exploitation des parcs et espaces verts pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

RÉEL (PRÉVU) 2022-2023				
	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	BÂTIMENTS	TAXES FONCIÈRES ET SCOLAIRES	TOTAL
Parc du Bois-de-Coulonge	258 158 \$	239 188 \$	600 497 \$	1 097 843 \$
Domaine Cataract	95 442 \$	330 725 \$	468 231 \$	894 398 \$
Promenade Samuel-De Champlain, phase 1 et 2	738 598 \$	406 101 \$	278 412 \$	1 423 111 \$
Parc des Moulins	330 285 \$	203 715 \$	186 793 \$	720 793 \$
Place des Canotiers	201 044 \$	252 959 \$	603 240 \$	1 057 243 \$
Autres parcs et espaces verts	556 869 \$	120 000 \$	924 096 \$	1 600 965 \$
	2 180 396 \$	1 552 688 \$	3 061 269 \$	6 794 353 \$

70. RÉALISATIONS DE LA CCNQ – BILAN

Bilan détaillé des réalisations de la CCNQ pour 2022-2023 et les mesures prévues pour 2023-2024.

Bilan détaillé des réalisations – Réel prévu 2022-2023	
Promenade Samuel-De Champlain, phase 3 (Réalisation)	50 462 160 \$
Site archéologique Cartier-Roberval	762 503 \$
Nouvelles-Casernes	1 202 873 \$
Maintien d’actifs	1 943 130 \$
Mur de fortification – parc du Cavalier-du-Moulin	286 393 \$
Escalier de la Coulée Saint-Denis	2 168 412 \$
Aires d’accueil	113 329 \$
Total	56 938 800 \$

71. ENTRÉE DES PONTS – AMÉNAGEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

Le schéma directeur produit sous la direction du MTQ n'a jamais été rendu public; plusieurs révisions ont été produites depuis 2015, la Commission n'a pas de copie.

72. AVIS ENVOYÉS – POLITIQUE RELATIVE À LA CAPITALE NATIONALE

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l'application de la Politique relative à la capitale nationale, à l'initiative de la CCNQ ou à la demande du gouvernement.

Deux avis ont été produits en 2022-2023 en réponse à la demande d'avis du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en lien avec le champ d'action ou la mission de la Commission.

Avis 01 : Concernant le règlement R.V.A.Q. 1496 de la Ville de Québec

La Commission a jugé le règlement conforme à ses orientations d'aménagement. Elle soulevait cependant l'importance de préserver le caractère patrimonial de cet ensemble en lien avec l'aménagement historique des grands domaines religieux qui ont contribué au développement de la Capitale.

Avis 02 : Concernant le règlement RV-2022-22-11 modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis

La Commission a jugé le projet de règlement conforme aux orientations gouvernementales, ainsi qu'à celles de la Commission, puisque cela permettrait de faire ressortir les caractéristiques distinctives, les sites et les paysages d'exception qui composent les paysages de la Capitale sur le territoire de la Ville de Lévis.

Pièces jointes : Avis 01 MAMH
Avis 02 MAMH

AVIS 01 – 2022-2023

**AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
CONCERNANT LE RÈGLEMENT R.V.A.Q. 1496
DE LA VILLE DE QUÉBEC**

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit, avant de donner un avis relatif au schéma d'aménagement et de développement révisé de l'Agglomération de Québec, demander l'avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l'article 234.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a sollicité, en date du 13 juillet 2022, l'avis de la Commission concernant le règlement R.A.V.Q. 1496;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C -33.1) habilite ce dernier à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l'aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l'application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec notamment sur « l'aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec se rapporte à l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire « Capitale nationale et site remarquable », notamment en ce qui a trait à l'avenir des bâtiments religieux et grands ensembles métropolitains;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec a pour objet de modifier le Règlement de l'agglomération sur le Schéma d'aménagement et de développement révisé pour donner effet à une décision du gouvernement du Québec d'ordonner l'exclusion d'une partie de territoire de la zone agricole provinciale autour de la Maison Généralice des Sœurs de la Charité;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation qu'elle estime le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec conforme à ses orientations d'aménagement. Cependant, la Commission souhaite soulever l'importance de préserver le caractère patrimonial de cet ensemble en lien avec l'aménagement historique des grands domaines religieux qui ont contribué au développement de la Capitale.

Fait à Québec, le 19 juillet 2022

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Marie Claire Ouellet

Avis 02 – 2022-2023

**AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
CONCERNANT LE PROJET DE RÈGLEMENT RV-2022-22-11
MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA VILLE DE LÉVIS**

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales doit, avant de donner un avis relatif au plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec ou de l'une de ses constituantes, demander l'avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l'article 234.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales a sollicité, en date du 7 novembre 2022, l'avis de la Commission concernant le règlement RV-2022-22-11 modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C-33.1) habilite cette dernière à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l'aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l'application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le rôle-conseil de la Commission consiste, conformément à la Loi, à « veiller à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec »;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec, notamment sur « l'aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le règlement RV-2022-22-11 de la Ville de Lévis traite directement de sujets se rapportant aux orientations d'aménagement de la Commission;

ATTENDU QUE le règlement RV-2022-22-11 de la Ville de Lévis a pour objet d'édicter le schéma d'aménagement et de développement du territoire de la Ville de Lévis qui s'inscrit dans les limites de la Communauté métropolitaine de Québec;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise la ministre des Affaires municipales que le règlement RV-2022-22-11 visant à modifier le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis est conforme aux orientations gouvernementales, ainsi qu'à celles de la Commission. De plus, la Commission souhaite souligner le travail réalisé dans l'élaboration de la « stratégie de mise en valeur du patrimoine, des paysages et des espaces naturels et récréotouristiques ». Celle-ci poursuit des objectifs communs de mise en valeur éventuelle des éléments caractéristiques des paysages de la Capitale. La Commission se rend disponible pour collaborer avec la Ville de Lévis aux étapes subséquentes à la réalisation de sa stratégie, notamment lors de la réalisation de son étude paysagère. Cela permettra de faire ressortir les caractéristiques distinctives, les sites et les paysages d'exception qui composent les paysages de la Capitale sur le territoire de la Ville de Lévis.

Fait à Québec, le 10 novembre 2022.

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Marie Claire Ouellet

73. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

ÉTUDES, ANALYSES, PLANS ET DEVIS (2022-2023)

- Poursuite conception de plans et devis pour la restauration des ponts #2 et #3 au parc des Moulins.
- Poursuite services en ingénierie structurale pour la restauration du pont #1 au parc des Moulins.
- Services en ingénierie pour demande du MELCCFP pour la reconstruction du pont #1.
- Poursuite et terminaison expert-conseil et assistance au projet de restauration de rives du parc des Moulins.
- Caractérisation environnementale des sols et des sédiments à l'endroit du bassin supérieur, du pont #2 et du secteur sud-est du parc des Moulins.
- Poursuite en architecture pour la restauration du moulin à vent au parc des Moulins.
- Service en ingénierie électrique pour plans et devis pour la réfection électrique du moulin à vent au parc des Moulins.
- Analyse en laboratoire de peinture pour la présence de plomb au moulin à vent.
- Relevé d'arpentage du mur d'enceinte au parc des Moulins.

TRAVAUX (2022-2023)

- Réfection des branchements électriques du parc.
- Changement de la porte extérieure du bloc sanitaire.
- Travaux d'étanchéisation à la vermine et décontamination d'un mur intérieur au sous-sol de la maison Richard.
- Réfection du chemin près de la maison Richard.
- Réfection des planchers et peinture intérieure à la maison Richard.
- Réfection des branchements électriques du parc.
- Plantations arbres et arbustes.
- Travaux arboricoles quant à l'agrile du frêne.

PLAN MAINTIEN DES ACTIFS (2022-2023)

- Terminer la restauration des façades est et nord de la maison Richard.
- Démantèlement et reconstruction du pignon nord de la maison Cayouette.
- Intervention sur les solins de toit de la maison Cayouette.
- Rejointement de la maçonnerie des approches du pont #2.
- Travaux de restauration du pont #2.
- Installation d'un câble électrique souterrain au parc des Moulins.
- Restauration du moulin à vent.

74. MISE EN VALEUR DU SITE DE L'ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Prévisions pour 2023-2024 des sommes dédiées et crédits demandés à la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

2023-2024 : Investissement pour le parc des Moulins et son boisé

- à même son budget de maintien de l'actif : 1 009 010 \$;
- à même son budget de fonctionnement : 859 476 \$.

75. PONT DE QUÉBEC – PEINTURE – ÉTUDES, RAPPORTS

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.

Ne s’applique pas.

76. TÊTE DES PONTS – RÉAMÉNAGEMENT

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale pour l'année (tête des ponts) 2022-2023.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports et de la Mobilité durable qui en est responsable.

77. AÉROPORT – BONIFICATION DE L'ACCÈS

Travaux et documents produits par la Commission de la capitale nationale concernant la bonification de l'accès à l'aéroport.

Aucun document n'a été produit par la Commission pour ce dossier en 2022-2023.

78. FUSION AVEC LE SECRÉTARIAT À LA CAPITALE-NATIONALE

Pour l'année 2022-2023, liste de tout étude, analyse ou document concernant les impacts financiers et sur les crédits du CCN d'une possible fusion avec le Secrétariat à la Capitale-Nationale pour en faire une seule entité.

La réponse à cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

79. ACCÈS À L'INFORMATION

Concernant l'accès à l'information :

- Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023.
- Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2022-2023.
- Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la loi en 2022-2023.

Voir la réponse à la question 67 des renseignements généraux.

80. MARCHÉ CHAMPLAIN DANS LE VIEUX-QUÉBEC

En septembre 2022, le premier ministre du Québec annonçait son intention de reconstruire le Marché Champlain dans le Vieux-Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :

- a. Les avis, analyses ou tout autre document concernant le projet;
- b. L'estimation des coûts;
- c. L'échéancier détaillé du projet.

Ne s'applique pas.

81. PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – BUDGET

Concernant la promenade Samuel-De Champlain, veuillez nous indiquer :

- a. Pour la phase 3 :
 - i. Le budget estimé du projet
 - ii. Les dépassements de coûts en date du 31 mars 2023
 - iii. L'échéancier du projet
- b. Pour la phase 4 :
 - i. Le budget prévu
 - ii. L'échéancier détaillé du projet
 - iii. Une description détaillée du projet

a. Phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain

i. Budget du projet : 193, 3 M\$

Commission de la capitale nationale du Québec	124,5 M\$
Ministère des Transports du Québec	55 M\$
Ville de Québec	13,8 M\$

- ii. Le projet ne connaît pas de dépassement de coût.
- iii. Au 31 mars 2023, les travaux sont en cours. La fin du chantier et l'ouverture au public est prévue à l'été 2023.

b. Phase 4 de la promenade Samuel-De Champlain
Aucune activité en 2022-23 dans ce dossier.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME OPPOSITION

Liste des questions

1	Promenade Samuel-De Champlain – rapports et études
2	Promenade Samuel-De Champlain – projections 2023-2024
3	Promenade Samuel-De Champlain – état de situation, sommes et démarches

1. PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – RAPPORTS ET ÉTUDES

Liste des rapports et études de l'année écoulée portant sur le dossier du prolongement de la promenade Samuel-De-Champlain.

Voici un rapport produit dans le cadre du projet en 2022-2023 :

ARTEFACTUEL, Promenade Samuel-De Champlain, phase 3, Interventions archéologiques 2021, 2022, 100 pages.

2. PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – ÉTAT DE SITUATION, SOMMES ET DÉMARCHES

État de situation, sommes octroyées et démarches effectuées dans la dernière année dans le dossier du prolongement de la promenade Samuel-De-Champlain.

État de situation au 31 mars 2023

Une part importante des travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain ont été complétés en 2022-2023. En effet, les travaux de déplacement du boulevard Champlain, d'aménagement de la station de la Côte et de la station de la Voile ainsi que la construction du pavillon des Baigneurs ont été complétés dans l'année.

Les travaux de consolidation de la falaise et la reconstruction de la voie ferrée du Canadien National seront complétés au cours du printemps 2023 tout comme les travaux de construction des pavillons de services de la Voile et de la Côte. l'aménagement de la station de la Plage au début de l'été 2023.

Dépenses encourues pour l'année 2023

Phase III – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN	
Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2023
Honoraires professionnels	5 524 900 \$
Gestion de projet	93 515 \$
Travaux	42 747 178 \$
Acquisition de terrain	6 829 \$
Autres	440 \$
Financement temporaire	2 089 298 \$
Total :	50 462 160 \$

3. **PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – PROJECTIONS 2023-2024**

Projections 2023-2024 concernant les prochaines phases à venir dans le dossier du prolongement de la promenade Samuel-De-Champlain.

Aucune dépense n’est prévue à ce jour en 2023-2024 pour des phases subséquentes à la promenade Samuel-De Champlain.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – TROISIÈME OPPOSITION

Liste des questions

11	Effectif
12	Compressions demandées par le Conseil du trésor
13	Compressions pour projets d'infrastructures
14	Informatique et technologies de l'information – sommes dépensées
15	Sondages
16	SIQ – mandats
17	Rénovations
18	Annonces gouvernementales
19	Comités interministériels
20	Région de la capitale nationale – développement – vision
21	Programmes – crédits non reconduits
22	Programmes – crédits demandés
23	Nouvelles dépenses et prévisions
24	Peinture du pont de Québec – rapports, analyses
25	Pont de Québec – Sommes consenties par le SCN
26	Projet de tramway – rapports, analyses
27	Projet de tramway – sommes investies par le SCN

28	Massif de Charlevoix – sommes consenties
29	Mont-Saint-Anne – sommes consenties
30	L'Hôtel-Dieu de Québec – déménagement des activités
31	L'Hôtel-Dieu de Québec – activités conservées
32	Table de concertation du Vieux-Québec – subventions
33	Frais d'agglomération – médiation entre municipalités
34	Subventions du SCN – liste des projets
35	Grands projets de transport de la capitale nationale
36	Troisième lien Québec-Lévis – démarches, dépenses, sommes investies
37	Tunnel Québec-Lévis – études, analyses
38	Têtes des ponts – réaménagement
39	Pont de Québec – estimation coût pour la peinture
40	Pont de l'Île d'Orléans – échancier pour la construction
41	Sommes versées ou à verser à la Ville de Québec
42	Soutien au développement économique de la Ville de Québec
43	Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale – budgets
44	Fonds de la région de la Capitale-Nationale – Budget consacré

45	Fonds de la région de la Capitale-Nationale – projets subventionnés/sommes octroyés
46	Rencontres – conférence administrative régionale (CAR)
47	Réseau de transport structurant – état de situation
48	Demandes d'accès à l'information
49	Rencontres diplomatiques, sommets gouvernementaux et autres
50	Membres du conseil d'administration
51	Sommes accordées à la Commission depuis 2012-2013 et prévisions 2023-2024
52	Parcs et espaces verts – exploitation
53	Sommes sous la responsabilité de la Commission depuis 2012-2023 et prévisions 2023-2024
54	Réalisation CCNQ – bilan et prévisions
55	Québec Horizon 2030 – plan d'action
56	Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain – Études, rapports, analyses
57	Promenade Samuel-De Champlain – prolongement – dépenses encourues et sommes investies
58	Entrée des ponts – aménagement – schéma directeur
59	Nouvelles-Casernes – correspondance
60	Nouvelles-Casernes – études, rapports et analyses
61	Nouvelles-Casernes – prochaines étapes
62	Nouvelles-Casernes – actualisation des coûts, prévisions et avancement des travaux
63	Nouvelles-Casernes – projets analysés

64	Politique relative à la capitale nationale – avis envoyés
65	Publicité – Campagnes promotionnelles
66	Annonces gouvernementales impliquant la CCN
67	Région de la Capitale-Nationale – correspondance gouvernement fédéral
68	Ancien site du Jardin zoologique – correspondance ministre/CCN
69	Ancien Jardin zoologique – études, rapports, analyses pour mise en valeur
70	Ancien site du Jardin zoologique – prévisions budgétaires pour mise en valeur
71	Projet HUMANITI
72	Sommes octroyées à la Ville de Québec
73	Pont de Québec – restauration, peinture
74	Entrée de la capitale nationale – réaménagement – état de situation
75	Entrée de la capitale nationale – réaménagement – sommes consenties
76	L'Hôtel-Dieu de Québec – déménagement des activités
77	L'Hôtel-Dieu de Québec – activités conservées
78	Projets ayant bénéficié d'une subvention de la CCN
79	Ville de Québec – sommes versées ou à verser
80	Ville de Québec – développement économique

11. EFFECTIF

Pour chaque organisme, agence ou autre instance relevant du ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, pour l'année 2022-2023, indiquer :

a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;

LISTE DES EMPLOYÉS		
Babin, Louis-Marie	Dupont, Geneviève	Montminy, Katie
Beaulieu, Joachim	Émond, Stéphane	Murphy, Peter
Bédard, Michel	Ferland, Josée	Nadeau, Carine
Benoit, Johanne	Gagné, Jennifer	Nadeau, Pierre
Bergeron, Marc	Gagnon, Bruno	Plante, Philippe
Bilodeau, Dominique	Gaillard, Thomas	Ricard, Stéphanie
Bittencourt Machado, Monica	Gamache, Israël	Rondeau, Anne-Marie
Bouchard, Jade	Gaudreault, Caroline	Roux, Julien
Boulet, Nancy	Girard, David	Saillant-Sylvain, Christophe
Brochu, Monique	Giroux, Nicolas	Sanfaçon, Marie
Caraès, Lenaig	Grenon, François	Savard, Vanessa
Caron, Stéphane	Guay, Jean-Philippe	Servant, Jean-Philippe
Chevalier, Alexis	Houheche, Kaissa	Sohier, Agnès
Chouinard, Marie-Noël	Jourdain, Stéphanie	St-Hilaire, Isabelle
Cloutier-Leclerc, Alexandra	Kouakou, Claudine	St-Pierre, Ève-Marie
Côté, Christiane	Lambert, Josiane	Tran, Mélodie Thu Thao
Daigneault-Clermont, Étienne	Lapointe, Sophie-Rose	Tremblay, Larry
Des Rochers, Frédéric	Lessard, France	Vachon, Brigitte
Dion, Jennifer	Lévesque, Arnaud	Vargas, Juan
Doré, Sophie	Mailloux, Martine	Vézina, Marie-Christine
Dubé, Vincent	Martel, Nathalie	
Duchesne, Hélène	Meslouhi, Mehdi	

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre Dolbec
Katia Duchesneau
Steeve Gros-Louis
Barry Holleman
Alain Kirouac
Marie Claire Ouellet, présidente et directrice générale
Pascal Raby
André Roy
Nancy Florence Savard
Patrick St-Hilaire
Fanny Tremblay-Racicot
+ 2 postes vacants à combler à la suite de 2 démissions

b. la liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, leur rémunération ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat;

La fin de mandat des membres du CA n'étant pas en 2022-2023, les mandats actuels se poursuivent, donc aucun mandat n'a été renouvelé pour cette année.
Aucune rémunération ne leur est versée pour 2022-2023.

c. la liste des personnes qui ont été nommées en incluant leur nom, leur titre ainsi que la date du début et de la fin de leur mandat, de même que leur rémunération et leur cv;

Aucun nouveau membre n'a été nommé en 2022-2023.
Aucune rémunération ne leur est versée pour 2022-2023.

11. EFFECTIF

11. EFFECTIF

d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Remboursement des frais de transport
Remboursement des frais d’hébergement
Remboursement des frais de repas

Coût : 0 \$ (au Québec) pour location d’un autobus
Coût : 0 \$ (à l’extérieur du Québec)

Taxis/Autobus	16,61 \$
Frais de transport :	
- membres comité de commémoration et membres du CA	
Frais de transport, d’hébergement et de repas	
Frais de transport, d’hébergement et de repas	
- (personnes de l’externe)	
Frais de représentation	
TOTAL	
	COMPARATIF
	2021-20222022-2023
(au Québec)	389 \$16,61 \$
(à l’extérieur du Québec)	0 \$0 \$

12. COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le SCN (et la Commission de la capitale nationale), ainsi que pour tous les organismes sous sa juridiction en 2022-2023. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

2022-2023 : Rendement escompté pour le télétravail : 143 700 \$

13. COMPRESSIONS POUR PROJETS D'INFRASTRUCTURES

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor dans les projets d'infrastructures de la région de la Capitale-Nationale depuis 2012-2013; prévisions pour 2023-2024.

Aucune.

14. INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION – SOMMES DÉPENSÉES

Indiquer la somme dépensée depuis 2012-2013 (et les prévisions pour 2023-2024) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Voir la réponse à la question 40 des renseignements généraux.

15. SONDAGES

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2022-2023, incluant les coûts et les résultats.

Aucun sondage n’a été effectué au cours de l’année 2023-2024.

16. SIQ – MANDATS

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et par sous-contrats, depuis 2012-2013, par année financière.

Entente d’occupation pour le siège social et l’Observatoire et entretien ménager
Coût : 704 873 \$

Travaux de peinture – Observatoire de la capitale
2 944 \$

Mise en lumière mur artéfact – stationnement – place des Canotiers
Coût : 63 431 \$

Évaluation pour bouton panique – Observatoire de la capitale
1 253 \$

Travaux d’excavation de 3 à 9 mètres de profondeur pour des fouilles archéologiques au 31, rue Mont-Carmel (parc du Cavalier-du-Moulin).
Coût : 17854 \$

Convention gestion d’immeubles, entretien et exploitation, du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2024.
Coût : 975 703 \$

17. RÉNOVATIONS

Pour chacun des emplacements utilisés par le SCN et la Commission de la capitale nationale, incluant le cabinet, indiquer, pour l'exercice 2022-2023 :

- a) la date des rénovations;
- b) la liste des rénovations;
- c) le coût des rénovations;
- d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

Voir la réponse à la réponse de la question 17 des renseignements généraux.

18. ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales depuis 2012-2013, par année financière, et le détail des dépenses.

Voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux.

19. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS

Liste des comités interministériels et de ceux impliquant d’autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2022-2023, les résultats obtenus ainsi que le nombre et la fréquence des rencontres.

MTQ Pont de l’Île d’Orléans	Marie-Noël Chouinard Peter Murphy Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Participer à des rencontres d’information et comité de partenaires (incluant sous-comités pour les approches nord et sud). Nombre et fréquence des rencontres : Au besoin (± une fois/3 mois), 3 rencontres Dépenses : 0 \$
MAMH Politique nationale de l’architecture et de l’aménagement du territoire (PNAAT) - Renouvellement des Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT)	Marie-Noël Chouinard Peter Murphy Juan Vargas Autres membres (voir MAMH)	Mandat : Rencontre de consultation et présentation de la version préliminaire de la politique du MAMH Nombre et fréquence des rencontres : 16 rencontres Dépenses : 0 \$
CMQ Plan métropolitain d’aménagement et de développement révisé (PMADR) (2025-2041)	Peter Murphy	Mandat : Consultations préliminaires pour le projet de PMAD révisé de la CMQ Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$
MTQ Schéma directeur de l’entrée sud de la capitale nationale	Peter Murphy Juan Vargas Autres membres (voir MTQ)	Mandat : Collaborer à l’élaboration d’un cadre de référence pour la requalification des terrains vacants et sous-utilisés de part et d’autre de l’axe autoroutier entre les ponts de Pierre-Laporte et de Québec et le chemin des Quatre-Bourgeois Nombre et fréquence des rencontres : 1 rencontre Dépenses : 0 \$

20. RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – DÉVELOPPEMENT – VISION

Copie des scénarios, états de situation, études, analyses et notes concernant la vision de développement de la région de la Capitale-Nationale et liste des prochaines étapes.

Documents d’orientation produits par la Commission touchant son territoire depuis 2019 :

- Horizon 2030 (mise à jour 26 avril 2019);
- Une vision de la mise en valeur de la Capitale-Nationale, horizon 2030 (mise à jour 10 juin 2019).

21. PROGRAMMES – CRÉDITS NON RECONDUITS

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2018-2019 qui n’ont pas été reconduits en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Aucun.

22. PROGRAMMES – CRÉDITS DEMANDÉS

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l’année 2023-2024.

Se référer aux Crédits et dépenses des portefeuilles 2023-2024.

23. NOUVELLES DÉPENSES ET PRÉVISIONS

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Se référer aux Crédits et dépenses des portefeuilles 2023-2024.

24. PEINTURE DU PONT DE QUÉBEC – RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant la peinture du pont de Québec.

Ne s’applique pas.

25. PONT DE QUÉBEC – SOMMES CONSENTIES PAR LE SCN

Ventilation des sommes consenties par le SCN en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Ne s'applique pas.

26. PROJET DE TRAMWAY – RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses, états de situation et de toutes correspondances concernant le projet de tramway, depuis le 23 avril 2014.

Ne s’applique pas.

27. PROJET DE TRAMWAY – SOMMES INVESTIES PAR LE SCN

Ventilation des sommes consenties par le SCN en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, pour le projet de tramway.

Ne s’applique pas.

28. MASSIF DE CHARLEVOIX – SOMMES CONSENTIES

Ventilation de toutes les sommes consenties au Massif de Charlevoix depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Ne s’applique pas.

29. MONT-SAINTE-ANNE – SOMMES CONSENTIES

Ventilation de toutes les sommes consenties au Mont-Sainte-Anne depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Ne s’applique pas.

30. L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT DES ACTIVITÉS

État de situation sur le déménagement des activités de l'Hôtel-Dieu de Québec sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

31. L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – ACTIVITÉS CONSERVÉES

État de situation des activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs d'entre elles sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

32. TABLE DE CONCERTATION DU VIEUX-QUÉBEC – SUBVENTION

Depuis 2012-2013, ventilation des dépenses effectuées dans le cadre de la subvention pour le fonctionnement de la table de concertation du Vieux-Québec. Copie de la reddition de comptes transmise par la Ville de Québec, responsable de la gestion des sommes.

La Commission n’est pas un organisme subventionnaire. Elle n’accorde aucune contribution financière à cette table ni à d’autres tables de concertation.

33. FRAIS D’AGGLOMÉRATION – MÉDIATION ENTRE MUNICIPALITÉS

Coûts, honoraires et toute autre somme engagée pour la médiation entre les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures, L’Ancienne-Lorette et Québec concernant les frais d’agglomération.

Ne s’applique pas.

34. SUBVENTIONS DU SCN – LISTE DES PROJETS

En 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, la liste des projets ayant bénéficié d’une subvention de la part du SCN et sommes accordées.

Ne s’applique pas.

35. GRANDS PROJETS DE TRANSPORT DE LA CAPITALE NATIONALE

Échéancier pour les grands projets de transport de la capitale nationale.
Fournir une ventilation de toutes les dépenses engagées et des investissements
en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Ne s'applique pas.

36. TROISIÈME LIEN QUÉBEC-LÉVIS – DÉMARCHES, DÉPENSES, SOMMES INVESTIES

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2022-2023 pour le bureau de projet sur le troisième lien entre Québec et Lévis. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Ne s'applique pas.

37. TUNNEL QUÉBEC-LÉVIS – ÉTUDES, ANALYSES

Copie des scénarios, états de situation, études, analyses et notes concernant le projet de tunnel entre Québec et Lévis.

Ne s’applique pas.

38. TÊTE DES PONTS – RÉAMÉNAGEMENT

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2022-2023 pour le réaménagement de la tête des ponts. Fournir les prévisions pour 2023 2024.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c’est le ministère des Transports et de la Mobilité durable qui en est responsable.

39. PONT DE QUÉBEC – ESTIMATION COÛT POUR LA PEINTURE

Copie de l'estimation « consensuelle » des coûts pour la peinture du pont de Québec. État de situation, démarches effectuées, liste des rencontres et noms des participants, échéancier, prévisions d'investissements pour les cinq prochaines années.

Ne s'applique pas.

40. PONT DE L'ÎLE D'ORLÉANS – ÉCHÉANCIER POUR LA CONSTRUCTION

Échéancier pour la construction du pont de l'île d'Orléans. Fournir une ventilation de toutes les dépenses engagées et des investissements en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Ne s'applique pas.

41. SOMMES VERSÉES OU À VERSER À LA VILLE DE QUÉBEC À TITRE DE SUBVENTION À LA CAPITALE NATIONALE

Ventilation des sommes versées ou à verser à la ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Aucune.

42. SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE DE QUÉBEC

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020 2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.

43. DÉCLARATION SUR LA RECONNAISSANCE DU STATUT PARTICULIER DE LA CAPITALE NATIONALE – BUDGETS

Budgets et suivis accordés à la Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale, signée le 8 juin 2006.

Aucun.

44. FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – BUDGET CONSACRÉ

Budget consacré au Fonds de la région de la Capitale-Nationale en 2019 2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024.

Aucun.

45. FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – PROJETS SUBVENTIONNÉS / SOMMES OCTROYÉES

Liste détaillée des projets subventionnés, des sommes octroyées et des organismes bénéficiaires du Fonds de la région de la Capitale-Nationale 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024 (montant par territoire de MRC et par circonscription), et sommes décaissées en 2022-2023.

Ne s’applique pas.

46. RENCONTRES – CONFÉRENCE ADMINISTRATIVE RÉGIONALE (CAR)

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d’emploi, leur port d’attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Cette question doit être répondue par le Secrétariat à la Capitale-Nationale.

47. RÉSEAU DE TRANSPORT STRUCTURANT – ÉTAT DE SITUATION

État de situation, démarches effectuées, dépenses encourues et sommes investies en 2022-2023 pour le bureau de projet sur le Réseau de transport structurant. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Ne s'applique pas.

48. DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune.

49. RENCONTRES DIPLOMATIQUES, SOMMETS GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Conformément à la *Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs*, sanctionnée le 9 décembre 2016, fournir la liste et les dates des rencontres diplomatiques, des sommets gouvernementaux, des grandes rencontres politiques et des négociations importantes auxquels a pris part le gouvernement en 2021-2022 qui ont eu lieu à Québec, et ceux qui ont été tenus dans une autre municipalité (dans ces cas, préciser le lieu).

Aucune.

50. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liste des membres du conseil d'administration, leur date d'entrée en fonction et la date de la fin de leur mandat, ainsi que la ventilation de leur rémunération ou des dédommagements offerts, sous toutes les formes.

En vertu de notre loi constitutive, le président et directeur général est membre du conseil d'administration

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE FIN DE MANDAT
Mary Bouvier	7 juillet 2021	13 avril 2022
Pierre Dolbec	29 avril 2015	6 juillet 2024
Katia Duchesneau	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Steeve Gros-Louis	15 août 2018	14 août 2024
Barry Holleman	15 août 2018	14 août 2024
Alain Kirouac	29 avril 2020	28 avril 2023
Marie Claire Ouellet, pdg	11 septembre 2017	5 septembre 2025
Jean-Guy Poulin	20 juin 2018	29 novembre 2022
Pascal Raby	26 février 2020	25 février 2023
André Roy	29 avril 2020	28 avril 2023
Nancy Florence Savard	7 juillet 2021	6 juillet 2024
Patrick St-Hilaire	15 août 2018	14 août 2024
Fanny Tremblay-Racicot	7 juillet 2021	6 juillet 2024

Aucune rémunération ne leur est versée en 2033-2023.

51. SOMMES ACCORDÉES À LA COMMISSION DEPUIS 2012-2013 ET PRÉVISIONS 2023-2024

Ventilation détaillée des sommes accordées depuis 2012-2013 à la CCN, incluant les budgets sous sa responsabilité; prévisions pour 2023-2024.

Se référer aux Crédits et dépenses des portefeuilles 2023-2024.

52. PARCS ET ESPACES VERTS – EXPLOITATION

Ventilation détaillée des dépenses d’exploitation des parcs et espaces verts, par année financière, depuis 2012-2013, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

RÉEL (PRÉVU) 2022-2023				
	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	BÂTIMENTS	TAXES FONCIÈRES ET SCOLAIRES	TOTAL
Parc du Bois-de-Coulonge	258 158 \$	239 188 \$	600 497 \$	1 097 843 \$
Domaine Cataraqui	95 442 \$	330 725 \$	468 231 \$	894 398 \$
Promenade Samuel-De Champlain, phases 1 et 2	738 598 \$	406 101 \$	278 412 \$	1 423 111 \$
Parc des Moulins	330 285 \$	203 715 \$	186 793 \$	720 793 \$
Place des Canotiers	201 044 \$	252 959 \$	603 240 \$	1 057 243 \$
Autres parcs et espaces verts	556 869 \$	120 000 \$	924 096 \$	1 600 965 \$
	2 180 396 \$	1 552 688 \$	3 061 269 \$	6 794 353 \$

53. SOMMES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMISSION DEPUIS 2012-2013 ET PRÉVISIONS 2023-2024

Ventilation de toutes les sommes sous la responsabilité de la CCN depuis 2012-2013, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Se référer aux Crédits et dépenses des portefeuilles 2023-2024.

54. RÉALISATIONS CCNQ – BILAN ET PRÉVISIONS

Bilan détaillé des réalisations de la CCN depuis 2012-2013 et les mesures prévues pour 2023-2024.

Bilan détaillé des réalisations – Réel prévu 2022-2023	
Promenade Samuel-De Champlain, phase 3 (Réalisation)	50 462 160 \$
Site archéologique Cartier-Roberval	762 503 \$
Nouvelles-Casernes	1 202 873 \$
Maintien d’actifs	1 943 130 \$
Mur de fortification – parc du Cavalier-du-Moulin	286 393 \$
Escalier de la Coulée Saint-Denis	2 168 412 \$
Aires d’accueil	113 329 \$
Total	56 938 800 \$

55. QUÉBEC HORIZON 2030 – PLAN D’ACTION

Bilan ou ventilation des sommes versées depuis 2012-2013 et le détail des mesures entreprises dans le cadre du Plan d’action Québec Horizon 2030 de la CCN.

Horizon 2030 est une vision, et non un plan d’action. Ce document a été produit à l’interne.

56. PROLONGEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain.

Voici un rapport produit dans le cadre du projet en 2022-2023 :

ARTEFACTUEL, Promenade Samuel-De Champlain, phase 3, Interventions archéologiques 2021, 2022, 100 pages.

57. PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN – PROLONGEMENT – DÉPENSES ENCOURUES ET SOMMES INVESTIES

Dépenses encourues et sommes investies en 2022-2023 pour le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain. Fournir les prévisions pour 2023-2024.

Phase III – PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN Dossier réalisation	
	Réel prévu au 31 mars 2023
Honoraires professionnels	5 524 900 \$
Gestion de projet	93 515 \$
Travaux	42 747 178 \$
Acquisition de terrain	6 829 \$
Autres	440 \$
Financement temporaire	2 089 298 \$
Total :	50 462 160 \$

58. ENTRÉE DES PONTS – AMÉNAGEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR

Copie du schéma directeur réalisé par le Bureau de projet de la capitale nationale pour l'aménagement de l'entrée des ponts, de même qu'une copie des analyses ou des études obtenues pour ce projet, et liste des coûts associés à celles-ci.

La Commission ne peut disposer de ces informations puisque c'est le ministère des Transports et de la Mobilité durable qui en est responsable.

59. NOUVELLES-CASERNES – CORRESPONDANCE

Copie de toute la correspondance entre le cabinet du ministre et la CCN depuis le 23 avril 2014 concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

60. NOUVELLES-CASERNES – ÉTUDES, RAPPORTS ET ANALYSES

Copie des études, rapports et analyses concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

ARCHÉOLOGIE

- Interventions archéologiques 2019 (CeEt-403, opérations 98 et 101), par Artefactuel, reçu 2020-04-09;
- Interventions archéologiques 2020 (CeEt-403, opération 102), par Artefactuel, reçu 2021-01-05;
- Interventions archéologiques 2021 (CeEt-403, opération 103) ; (CeEt-38, opération 18), par Artefactuel, reçu le 2022-02-09
- Interventions archéologiques 2022 (CeEt-403, opération 103) ; (CeEt-38, opération 18), par Artefactuel, reçu le 17 janvier 2023

ENVIRONNEMENT, HYGIÈNE ET CONTRÔLE QUALITÉ

- Rapport résultat analyses microbiologiques bloc 7, 2020-07-13, par Englobe, reçu 2020-07-14;
- Rapport d’analyses microbiologiques bloc 4, 2021-03-15, par Englobe, reçu 2021-03-19;

RBQ – DÉROGATION SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE

- Demande de mesures différentes « MD-1 : Détection de débit du système de gicleurs », par RBQ, reçu 2020-12-04;
- Demande de mesures différentes « MD-2 : Temps de déclenchement du système de gicleurs sous air », par RBQ, reçu 2020-12-04.

INSPECTION DES LIGNES DE VIE EN TOITURE

- Attestation de conformité – Système de protection contre les chutes, par Service d’ingénierie Jean Massé, reçu 2020-05-07.

61. NOUVELLES-CASERNES – PROCHAINES ÉTAPES

Liste des prochaines étapes et des rencontres prévues concernant le projet des Nouvelles-Casernes.

Inspections printanieres de fin des travaux : 2023.

62. NOUVELLES-CASERNES – ACTUALISATION DES COÛTS, PRÉVISIONS ET AVANCEMENT DES TRAVAUX

Actualisation des coûts relatifs aux Nouvelles-Casernes, les prévisions pour 2023-2024, et un état de situation sur l’avancement des travaux.

Le budget total du projet est de 20 M\$.

Les travaux de consolidation ont été scindés en deux phases. Les travaux de la phase 1 (trois sections) ont été réalisés du printemps 2018 au printemps 2020 et ceux de la phase 2 (quatre sections) ont été amorcés à l’été 2020 pour se terminer en avril 2022. Des travaux complémentaires parachèveront ces deux phases par des interventions de protection des maçonneries et de remise en état du site.

Tableau sommaire des dépenses

PHASE 1	Réel (Prévu) 2022-2023
Honoraires professionnels	- \$
Travaux	- \$
Frais de gestion	- \$
Financement temporaire	299 213 \$
Total Phase 1	299 213 \$

PHASE 2	Réel (Prévu) 2022-2023
Honoraires professionnels	48 661 \$
Travaux	628 436 \$
Frais de gestion	33 249 \$
Financement temporaire	193 314 \$
Autres	- \$
Total Phase 2	903 660 \$

Total PHASES 1 et 2	1 202 873 \$
---------------------	--------------

63. NOUVELLES-CASERNES – PROJETS ANALYSÉS

Copie de la liste des projets analysés par la CCN pour les Nouvelles-Casernes depuis le début de l’appel de projets. État de situation concernant l’appel de projets.

Aucun projet n’a été analysé en 2022-2023.

64. POLITIQUE RELATIVE À LA CAPITALE NATIONALE – AVIS ENVOYÉS

Copie de tous les avis envoyés aux ministères ou organismes du gouvernement, aux municipalités et aux organismes municipaux en lien avec l’application de la Politique relative à la capitale nationale, à l’initiative de la CCN ou à la demande du gouvernement.

Deux avis ont été produits en 2022-2023 en réponse à la demande d’avis du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (MAMH) en lien avec le champ d’action ou la mission de la Commission.

Avis 01 : Concernant le règlement R.V.A.Q. 1496 de la Ville de Québec

La Commission a jugé le règlement conforme à ses orientations d’aménagement. Elle soulevait cependant l’importance de préserver le caractère patrimonial de cet ensemble en lien avec l’aménagement historique des grands domaines religieux qui ont contribué au développement de la Capitale.

Avis 02 : Concernant le règlement RV-2022-22-11 modifiant le schéma d’aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis

La Commission a jugé le projet de règlement conforme aux orientations gouvernementales, ainsi qu’à celles de la Commission, puisque cela permettrait de faire ressortir les caractéristiques distinctives, les sites et les paysages d’exception qui composent les paysages de la Capitale sur le territoire de la Ville de Lévis.

Pièces jointes : Avis 01 MAMH
Avis 02 MAMH

distinctives, les sites et les paysages d’exception qui composent les paysages de la Capitale sur le territoire de la Ville de Lévis.

AVIS 01 – 2022-2023

**AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
CONCERNANT LE RÈGLEMENT R.V.A.Q. 1496
DE LA VILLE DE QUÉBEC**

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit, avant de donner un avis relatif au schéma d'aménagement et de développement révisé de l'Agglomération de Québec, demander l'avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l'article 234.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire a sollicité, en date du 13 juillet 2022, l'avis de la Commission concernant le règlement R.A.V.Q. 1496;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C -33.1) habilite ce dernier à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l'aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l'application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec notamment sur « l'aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec se rapporte à l'orientation gouvernementale en aménagement du territoire « Capitale nationale et site remarquable », notamment en ce qui a trait à l'avenir des bâtiments religieux et grands ensembles métropolitains;

ATTENDU QUE le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec a pour objet de modifier le Règlement de l'agglomération sur le Schéma d'aménagement et de développement révisé pour donner effet à une décision du gouvernement du Québec d'ordonner l'exclusion d'une partie de territoire de la zone agricole provinciale autour de la Maison Généralice des Sœurs de la Charité;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation qu'elle estime le règlement R.A.V.Q. 1496 de la Ville de Québec conforme à ses orientations d'aménagement. Cependant, la Commission souhaite soulever l'importance de préserver le caractère patrimonial de cet ensemble en lien avec l'aménagement historique des grands domaines religieux qui ont contribué au développement de la Capitale.

Fait à Québec, le 19 juillet 2022

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Marie Claire Ouellet

Avis 02 – 2022-2023

**AU MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION
CONCERNANT LE PROJET DE RÈGLEMENT RV-2022-22-11
MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ DE LA VILLE DE LÉVIS**

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales doit, avant de donner un avis relatif au plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec ou de l'une de ses constituantes, demander l'avis de la Commission de la capitale nationale du Québec, et ce, conformément à l'article 234.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales a sollicité, en date du 7 novembre 2022, l'avis de la Commission concernant le règlement RV-2022-22-11 modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis;

ATTENDU QUE les articles 15 et 15.1 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec (L.R.Q., c. C-33.1) habilite cette dernière à conseiller le gouvernement sur différents sujets, dont l'aménagement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec en regard de l'application des articles 51, 53.7, 56.4, 56.14 et 65 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le rôle-conseil de la Commission consiste, conformément à la Loi, à « veiller à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec »;

ATTENDU QUE la Commission conseille le gouvernement du Québec, notamment sur « l'aménagement et le développement du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie »;

ATTENDU QUE le règlement RV-2022-22-11 de la Ville de Lévis traite directement de sujets se rapportant aux orientations d'aménagement de la Commission;

ATTENDU QUE le règlement RV-2022-22-11 de la Ville de Lévis a pour objet d'édicter le schéma d'aménagement et de développement du territoire de la Ville de Lévis qui s'inscrit dans les limites de la Communauté métropolitaine de Québec;

EN CONSÉQUENCE, la Commission de la capitale nationale du Québec avise la ministre des Affaires municipales que le règlement RV-2022-22-11 visant à modifier le schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Lévis est conforme aux orientations gouvernementales, ainsi qu'à celles de la Commission. De plus, la Commission souhaite souligner le travail réalisé dans l'élaboration de la « stratégie de mise en valeur du patrimoine, des paysages et des espaces naturels et récréotouristiques ». Celle-ci poursuit des objectifs communs de mise en valeur éventuelle des éléments caractéristiques des paysages de la Capitale. La Commission se rend disponible pour collaborer avec la Ville de Lévis aux étapes subséquentes à la réalisation de sa stratégie, notamment lors de la réalisation de son étude paysagère. Cela permettra de faire ressortir les caractéristiques distinctives, les sites et les paysages d'exception qui composent les paysages de la Capitale sur le territoire de la Ville de Lévis.

Fait à Québec, le 10 novembre 2022.

La présidente et directrice générale,

Marie Claire Ouellet

Marie Claire Ouellet

65. PUBLICITÉ – CAMPAGNES PROMOTIONNELLES

Sommes consenties pour les campagnes promotionnelles de la CCN depuis 2012-2013, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Voir la réponse à la question 3 des renseignements généraux.

66 **ANNONCES GOUVERNEMENTALES IMPLIQUANT LA CCN**

Sommes consenties pour les annonces gouvernementales impliquant la CCN depuis 2012-2013, par année financière.

Voir la réponse à la question 4 des renseignements généraux.

67. RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE – CORRESPONDANCE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et le gouvernement fédéral touchant les dossiers de la région de la Capitale-Nationale, depuis le 23 avril 2014.

Ne s’applique pas.

68. ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – CORRESPONDANCE MINISTRE/CCN

Copie de toute la correspondance échangée entre le ministre et la CCN concernant la mise en valeur de l’ancien site du jardin zoologique, et ce, depuis le 23 avril 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

69. ANCIEN JARDIN ZOOLOGIQUE – ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES POUR MISE EN VALEUR

Copie des études, rapports, analyses, impacts financiers, valeur du site et états de situation concernant la mise en valeur du site de l'ancien Jardin zoologique.

ÉTUDES, ANALYSES, PLANS ET DEVIS (2022-2023)

- Poursuite conception de plans et devis pour la restauration des ponts #2 et #3 au parc des Moulins
- Poursuite services en ingénierie structurale pour la restauration du pont #1 au parc des Moulins
- Services en ingénierie pour demande du MELCCFP pour la reconstruction du pont #1
- Poursuite et terminaison expert-conseil et assistance au projet de restauration de rives du parc des Moulins
- Caractérisation environnementale des sols et des sédiments à l'endroit du bassin supérieur, du pont #2 et du secteur sud-est du parc des Moulins
- Poursuite en architecture pour la restauration du moulin à vent au parc des Moulins
- Service en ingénierie électrique pour plans et devis pour la réfection électrique du moulin à vent au parc des Moulins.
- Analyse en laboratoire de peinture pour la présence de plomb au moulin à vent.
- Relevé d'arpentage du mur d'enceinte au parc des Moulins

TRAVAUX (2022-2023)

- Réfection des branchements électriques du parc
- Changement de la porte extérieure du bloc sanitaire
- Travaux d'étanchéisation à la vermine et décontamination d'un mur intérieur au sous-sol de la maison Richard
- Réfection du chemin près de la maison Richard
- Réfection des planchers et peinture intérieure à la maison Richard
- Plantations arbres et arbustes
- Travaux arboricoles quant à l'agrile du frêne

PLAN MAINTIEN DES ACTIFS (2022-2023)

- Terminer la restauration des façades est et nord de la maison Richard
- Démantèlement et reconstruction du pignon nord de la maison Cayouette
- Intervention sur les solins de toit de la maison Cayouette
- Rejointement de la maçonnerie des approches du pont #2
- Travaux de restauration du pont #2
- Installation d'un câble électrique souterrain au parc des Moulins
- Restauration du moulin à vent

70. ANCIEN SITE DU JARDIN ZOOLOGIQUE – PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR MISE EN VALEUR

Prévisions pour 2023-2024 des sommes dédiées à la mise en valeur de l’ancien site du jardin zoologique.

2023-2024 : Investissement pour le parc des Moulins et son boisé

- À même son budget de maintien de l’actif : 1 009 010 \$
- À même son budget de fonctionnement : 859 476 \$

71. PROJET HUMANITI

Copie des études, rapports, analyses, correspondance et état de situation concernant le projet HUMANITI.

Aucun avis ou communication n’a été émis concernant le projet HUMANITI.

72. SOMMES OCTROYÉES À LA VILLE DE QUÉBEC

Ventilation détaillée des budgets octroyés à la Ville de Québec depuis 2012-2013 par la CCN, par année financière, y compris les sommes accordées pour son rôle de capitale nationale. Fournir une ventilation par entente et par projet.

Aucune.

73 PONT DE QUÉBEC – RESTAURATION, PEINTURE

Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, pour la restauration, la peinture et la promotion du pont de Québec.

Les projets visés par cette question ne concernent pas des projets ou sites de nature capitale correspondant à la *Loi sur la Commission de la capitale nationale du Québec*.

74. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – RÉAMÉNAGEMENT – ÉTAT DE SITUATION

Copie des études, rapports, analyses et états de situation concernant le réaménagement de l’entrée de la capitale nationale, depuis le 23 avril 2014.

La Commission ne peut disposer de ces informations, car c’est le ministère des Transports et de la Mobilité durable qui en est responsable.

75. ENTRÉE DE LA CAPITALE NATIONALE – RÉAMÉNAGEMENT – SOMMES CONSENTIES

Ventilation des sommes consenties par la CCN en 2022-2023 et, pour 2023-2024, prévisions pour le réaménagement de l'entrée de la capitale nationale.

Aucune.

76 L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – DÉMÉNAGEMENT DES ACTIVITÉS

État de situation sur le déménagement des activités de l'Hôtel-Dieu de Québec sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

77 L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC – ACTIVITÉS CONSERVÉES

État de situation sur les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs d'entre elles sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

Ne s'applique pas.

78. PROJETS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION DE LA CCN

En 2022-2023, liste des projets ayant bénéficié d'une subvention de la part du CCN et les sommes accordées.

Aucun.

79. VILLE DE QUÉBEC – SOMMES VERSÉES OU À VERSER

Ventilation des sommes versées ou à verser à la Ville de Québec à titre de subvention à la capitale nationale en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, et prévisions pour 2023-2024. Fournir la liste des subventions accordées, des bénéficiaires, des projets soutenus, par année financière.

Aucune.

80. VILLE DE QUÉBEC – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ventilation détaillée des sommes accordées et des projets soutenus pour le développement économique de la ville de Québec en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2022-2023. Préciser le fonds de provenance des sommes.

Aucune.